

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 5 janvier 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°544 ■

CHINE
Entrée en service de la plus grande ferme solaire-hydrogène offshore

P 16

INVESTISSEMENT

Les priorités du FNI

Le Fonds National d'Investissement (FNI) joue un rôle déterminant dans le développement économique de l'Algérie depuis sa création en 1963. Aujourd'hui, cet acteur majeur se distingue par sa capacité à financer des projets structurants visant à renforcer l'économie nationale, tout en répondant aux priorités sociales et environnementales du pays. Selon Kamel Mansouri, directeur général du FNI, les projets phares du fonds et ses stratégies d'investissement sont en parfaite adéquation avec les orientations de l'État, garantissant ainsi un impact durable et bénéfique pour l'ensemble du territoire national. P 3



DJANET, ILLIZI ET TAGHIT

Le tourisme saharien en plein essor

Le tourisme saharien en Algérie connaît un essor exceptionnel, notamment dans les wilayas de Djanet, Illizi et Taghit (wilaya de Béchar), qui sont désormais des destinations incontournables pour les amateurs de nature, de culture et d'aventure. Depuis le début de la saison touristique saharienne 2024/2025, ces régions attirent un nombre croissant de visiteurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux, séduits par la beauté de leurs paysages uniques et la richesse de leur patrimoine.

P 2

PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT, INVESTISSEMENT, INCLUSION FINANCIÈRE...

Les principales mesures fiscales de la LF 2025

La Direction générale des impôts (DGI) a rappelé les principales mesures fiscales de la loi de finances pour l'année 2025, qui visent notamment à préserver le pouvoir d'achat du citoyen, soutenir l'investissement et protéger l'économie nationale. Les principales dispositions fiscales contenues dans la loi de finances pour l'année 2025 (LF 2025) s'articulent essentiellement autour de cinq axes.

P 5

BOURSE D'ALGER

Les compagnies d'assurances pourront apporter plus de dynamisme

Les compagnies d'assurances seront appelées à jouer « un rôle essentiel » dans le marché financier national, en perspective de la nouvelle loi devant encadrer ce marché, a souligné le Délégué général de l'Union des sociétés d'assurances et de réassurance (UAR), Abdelhakim Berrah. Il a noté que l'intégration de ces sociétés comme intermédiaires pourrait dynamiser davantage la Bourse d'Alger en boostant le volume des transactions.

P 3

FONCIER INDUSTRIEL

Plus de 40 hectares récupérés à Bord Bou Arreridj P 2

FAO

Baisse de 2,1 % des prix alimentaires mondiaux en 2024 P 4

MATIÈRES PREMIÈRES

L'or et le cacao ont bonne mine, l'aluminium déprime P 4

FINANCES-TRAVAUX PUBLICS

Les mécanismes du financement des projets d'investissement examinés

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a coprésidé, jeudi à Alger, avec le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhoukh, une réunion de coordination conjointe en vue de renforcer la concertation et la coordination pour appuyer la mise en œuvre des projets d'investissement dans le secteur des travaux publics.

Tenue en présence des cadres supérieurs des deux secteurs, la rencontre a porté sur l'examen des mécanismes du financement des projets d'investissement dans le secteur des travaux publics, tout en accordant un intérêt particulier aux défis liés aux aspects financiers et budgétaires relatifs à la mise en œuvre de ces programmes, indique un communiqué du ministère des Finances.

Intervenant à cette occasion, le ministre des Finances a souligné que le secteur des travaux publics constituait "un pilier pour la croissance économique et la réalisation du développement durable", insistant sur la mise en place d'un cadre de coopération pratique pour accompagner la mise en œuvre des programmes d'investissement du secteur, contribuant ainsi au renforcement de l'infrastructure nationale.

Dans le cadre du renforcement de la coordination entre les secteurs, M. Faid a appelé toutes les instances relevant de son département ministériel à poursuivre "efficacement" l'accompagnement du secteur des travaux publics.

Par ailleurs, les deux ministres ont affiché leur engagement à poursuivre l'action commune pour surmonter les défis et à développer des solutions innovantes à même de soutenir le secteur et renforcer sa résilience face aux défis actuels et futurs.

En effet, cette démarche intervient "dans le cadre des efforts du Gouvernement visant à booster l'investissement dans les infrastructures et à réunir les conditions idoines dans l'objectif de réaliser un développement socio-économique durable", conclut le communiqué.

DJANET, ILLIZI ET TAGHIT

Le tourisme saharien en plein essor

Le tourisme saharien en Algérie connaît un essor exceptionnel, notamment dans les wilayas de Djanet, Illizi et Taghit (wilaya de Béchar), qui sont désormais des destinations incontournables pour les amateurs de nature, de culture et d'aventure. Depuis le début de la saison touristique saharienne 2024/2025, ces régions attirent un nombre croissant de visiteurs, qu'ils soient nationaux ou internationaux, séduits par la beauté de leurs paysages uniques et la richesse de leur patrimoine.

Par Mourad A.

À Djanet, la région du Tassili N'Ajjer, véritable joyau naturel, séduit de plus en plus de touristes grâce à ses célèbres peintures rupestres, ses dunes de sable et ses formations rocheuses impressionnantes, telles que celles de la Tadrart rouge et d'Issendilène. La région de Sefar, avec ses reliefs majestueux, attire particulièrement les passionnés d'alpinisme et de randonnée. En décembre 2024, Djanet a accueilli plus de 8 000 touristes étrangers et 17 000 visiteurs nationaux, un chiffre en constante augmentation. L'ouverture d'une liaison aérienne directe entre Paris et Djanet, ainsi que la mise en place de guichets uniques pour simplifier les démarches administratives, ont grandement contribué à cette dynamique. Les campings à Tiffertsine, Timghas, Tikoubaouine et Djorf-Amoud, totalisant plus de 200 lits, répondent aux besoins des visiteurs tout en valorisant l'artisanat local. De son côté, la wilaya d'Illizi connaît également une forte affluence touristique. Depuis octobre, plus de 2 580 visiteurs étrangers ont été enregis-

trés, attirés par les circuits exceptionnels qui traversent des sites fascinants, comme Oued-Djerrat, classé au patrimoine mondial pour ses 5 000 dessins et gravures rupestres, ainsi que des lieux mythiques tels qu'Afra, Tihoudadine et Tifferrine Assouène. Pour soutenir cette demande croissante, Illizi a mobilisé dix agences de voyages et trois établissements hôteliers offrant 200 lits. De plus, 16 nouveaux projets hôteliers sont en cours de réalisation. L'édition d'un guide touristique trilingue, intitulé Illizi, âme du Sud, met en lumière les richesses locales, des sites archéologiques aux fêtes culturelles.

À Béchar, la petite oasis de Taghit connaît également un afflux exceptionnel de touristes. Depuis la mi-décembre 2024, la région a enregistré plus de 30 000 visiteurs, attirés par ses dunes infinies et ses paysages à couper le souffle. Cette explosion du nombre de touristes a généré des revenus considérables pour les acteurs locaux, notamment les agences de voyages et les opérateurs touristiques. Cependant, cette croissance rapide a aussi révélé la nécessité d'investir dans les infrastruc-

tures, en particulier l'hébergement, afin de répondre à la demande croissante. Taghit est désormais un pôle d'attraction majeur du Sahara, et son développement est encouragé par les autorités locales. L'afflux touristique dans ces trois régions contribue à dynamiser l'économie locale, notamment par la valorisation de l'artisanat traditionnel, des prestations d'agences de voyages et des établissements hôteliers. Les autorités soutiennent activement l'investissement dans le secteur touristique, avec un accent particulier sur l'hébergement, la restauration et la promotion d'événements culturels, afin de garantir un développement durable du tourisme saharien.

Grâce à ses oasis mythiques, ses paysages grandioses et sa culture unique, le Sahara algérien est désormais en passe de devenir une destination de choix sur la carte touristique mondiale. En somme, ces régions du Sud algérien, avec leurs paysages exceptionnels et leur patrimoine culturel riche, attirent de plus en plus de voyageurs, faisant du Sahara un lieu privilégié pour des découvertes uniques et des aventures mémorables.

FONCIER INDUSTRIEL

Plus de 40 hectares récupérés à Bord Bou Arreridj

Plus de 40 hectares de foncier industriel ont été récupérés en 2024 dans le cadre des efforts visant à optimiser l'exploitation du foncier économique, à améliorer le climat d'investissement et à promouvoir la croissance économique, ont indiqué, samedi, les services de la wilaya. Les mêmes sources ont précisé, dans un communiqué relatif au bilan du secteur de l'industrie et de l'investissement, que les actes de concession liés à 37 projets non entamés ont été annulés en 2024, donnant lieu à la récupération de 41 hectares de foncier dans les zones industrielles de Mechta Fatima

(commune d'El Hammadia) et de Ras El Oued. Le foncier récupéré est proposé sur la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), conformément aux directives des hautes autorités du pays visant à fournir aux investisseurs sérieux un foncier industriel viabilisé, tout en leur offrant des facilités et un accompagnement durant les différentes étapes de leurs projets. De plus, en vue de répondre à la demande croissante en matière de foncier industriel, plus de 40 lots de terrain d'une superficie globale de 22 hectares à Mechta Fatima et à Ras El Oued ont

été mis au cours de l'année écoulée à la disposition de l'AAPI, selon la même source. Les services de la wilaya ont ajouté que dans le cadre du "suivi des projets d'investissement, de l'élimination des obstacles et de la mise en place d'un environnement propice à l'investissement", pas moins de 348 actes de concession, 356 permis de construire, 205 décisions de création, 22 demandes de changement d'activité, 7 demandes de changement de statut juridique et 134 licences exceptionnelles, ont été délivrés. Ces opérations ont permis de préserver plus de 13.000 emplois et de convertir 33 autorisa-

tions d'exploitation temporaires en autorisations définitives, tandis que 20 investisseurs ont reçu un accord de principe lié à la conversion de leurs autorisations exceptionnelles en autorisations définitives, a-t-on encore fait savoir de même source. Il est prévu que 40 projets d'investissement sur les 123 en cours de réalisation dans différents secteurs d'activité soient mis en service durant l'année en cours (2025), ce qui permettra de générer 1.873 emplois directs, tandis que 20 autres projets devraient être mis en service "l'année prochaine", ont conclu les services de la wilaya.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INVESTISSEMENT

Les priorités du FNI

Le Fonds National d'Investissement (FNI) joue un rôle déterminant dans le développement économique de l'Algérie depuis sa création en 1963. Aujourd'hui, cet acteur majeur se distingue par sa capacité à financer des projets structurants visant à renforcer l'économie nationale tout en répondant aux priorités sociales et environnementales du pays. Selon Kamel Mansouri, directeur général du FNI, les projets phares du fonds et ses stratégies d'investissement sont en parfaite adéquation avec les orientations de l'État, garantissant ainsi un impact durable et bénéfique pour l'ensemble du territoire national.

Par Mourad A.

Le FNI se positionne clairement comme un acteur central du développement économique de l'Algérie, avec une vision claire et ambitieuse : soutenir des projets à fort impact socio-économique. «Tous les secteurs susceptibles d'avoir un impact socio-économique, quelle que soit la région, sont prioritaires pour nous», a déclaré Kamel Mansouri lors d'une interview accordée à un média privé. Cette approche inclusive se reflète dans les projets financés par le FNI, qui visent à la fois la création d'emplois et la garantie d'une rentabilité durable. Selon M. Mansouri, la rentabilité de ces investissements est essentielle pour assurer leur pérennité à long terme. Le FNI évalue l'impact social de ses investissements en fonction de leur capacité à générer de la valeur sur l'ensemble du territoire. «Nous favorisons un développement régional équilibré, ce qui nous permet de répondre aux priorités des pouvoirs publics, tout en étant un catalyseur pour la création d'emplois», précise le directeur. Outre ses investissements directs dans des projets structurants, le FNI assume également un rôle essentiel de gestion des financements publics. Il gère les financements accordés par l'État aux entreprises publiques et à des équipements d'infrastructures majeurs, tels que les barrages et les autoroutes. Ce rôle de gestionnaire comptable signataire des financements publics complète sa mission principale : être un acteur de développement socio-économique au service du pays.

Ouverture du capital de Djazzy durant le premier semestre 2025

Le FNI qui dispose actuellement d'une dotation en capital de 150 milliards de dinars, qui sera augmentée à 275 milliards de dinars en 2025, utilise la dette pour financer ses projets, comme l'acquisition de 51 % du capital de Djazzy, financée par un emprunt obligataire de 160 milliards de dinars. Il détient à ce jour un portefeuille de 21 participations et a accordé plusieurs crédits à long terme. Un événement marquant pour le FNI est l'acquisition complète de Djazzy en 2021, lorsque Veon, son partenaire étranger, a cédé ses parts. Le FNI a ainsi porté sa participation à 96,57 % du capital de l'entreprise. Cette décision visait à maintenir Djazzy sous contrôle national et à répondre à des besoins urgents. Dans le cadre de sa stratégie, le FNI prévoit de céder 30 % du capital de Djazzy en bourse, une opération prévue pour le premier semestre 2025, afin d'ouvrir l'entreprise à la fois aux institutions financières et au grand public. L'innovation technologique est également un secteur stratégique pour le FNI, qui soutient activement des projets innovants, notamment à travers son engagement avec Djazzy, un des principaux opérateurs mobiles du pays. «Nous incitons Djazzy à maximiser le développement des nouvelles technologies. De plus, nous avons des participations dans plusieurs entreprises spécialisées dans ce domaine», a souligné Mansouri. Le FNI gère aussi des fonds régionaux destinés à financer des entreprises locales, avec un accent particulier mis sur les projets tech-

nologiques, un levier essentiel pour promouvoir l'innovation à travers le pays. Parmi les projets emblématiques soutenus par le FNI, on trouve le complexe sidérurgique de Bellara, le projet agricole Baladna, et l'usine Fiat Djazair. Le projet Baladna, par exemple, vise à répondre à la demande nationale en lait tout en créant 7 000 emplois directs. Quant à l'usine Fiat Djazair, elle incarne la volonté de relancer l'industrie automobile nationale et de stimuler une dynamique économique régionale. Le FNI ne s'arrête pas là et poursuit son engagement avec plusieurs projets en cours, dont le vaste projet agricole Baladna (3,5 milliards de dollars) qui s'étend sur 117 000 hectares, ainsi qu'un partenariat avec le Qatar pour la construction d'un hôpital de 300 lits à Sidi-Abdellah, destiné à améliorer les services de santé dans le pays. En tant qu'investisseur institutionnel crédible, le FNI joue également un rôle clé dans l'attractivité de l'Algérie pour les investisseurs étrangers. Il accompagne ces derniers pour mieux maîtriser l'environnement local et leur offre des garanties solides, facilitant ainsi leur entrée sur le marché algérien tout en préservant les intérêts du pays. Kamel Mansouri conclut en soulignant que le FNI demeure un acteur clé du développement économique de l'Algérie, en mettant l'accent sur des investissements créateurs d'emplois, de développement durable et de valeur ajoutée pour la société algérienne. «Nos investissements s'alignent toujours sur les priorités de l'État. Notre rôle est d'accompagner le bien-être social et économique de la société algérienne», conclut-il.

BOURSE D'ALGER

Les compagnies d'assurances pourront apporter plus de dynamisme

Les compagnies d'assurances seront appelées à jouer «un rôle essentiel» dans le marché financier national, en perspective de la nouvelle loi devant encadrer ce marché, a souligné le Délégué général de l'Union des sociétés d'assurances et de réassurance (UAR), Abdelhakim Berrah, notant que l'intégration de ces sociétés comme intermédiaires pourrait dynamiser davantage la Bourse d'Alger en boostant le volume des transactions. «Les compagnies d'assurances jouent un rôle essentiel dans la promotion du marché financier national. En tant qu'investisseurs institutionnels, elles détiennent des ressources financières substantielles, constituées principalement des primes collectées auprès des assurés», a précisé M. Berrah à l'APS, ajoutant qu'outre l'amélioration de la liquidité et de la profondeur du marché boursier, ces compagnies, en investissant massivement, permettraient d'accroître le volume des transactions, offrant un environnement plus stable aux investisseurs. Selon lui, les ressources détenues par les assureurs «sont gérées dans le cadre de portefeuilles d'investissement, et l'intégration des compagnies d'assurances comme intermédiaires en opérations de Bourse (IOB)

pourrait grandement contribuer à dynamiser le marché boursier algérien». Actuellement à l'étude au ministère des Finances, le projet de la nouvelle loi sur le marché financier devra remplacer le décret législatif datant de 1993 et relatif à la Bourse des valeurs mobilières. Il comportera d'importantes réformes dont l'introduction des compagnies d'assurances en tant qu'IOB, les Sukuks islamiques ainsi que la finance verte, contribuant à promouvoir ce marché et renforcer son attractivité. Le Délégué général de l'UAR a ajouté que cette «implication active» des sociétés d'assurances «permettrait aussi de créer un marché plus structuré, avec une plus grande diversité de titres à échanger». En outre, a-t-il noté, «l'expertise des assureurs en gestion d'actifs et leur capacité à investir à long terme pourraient favoriser la diversification des instruments financiers. Par exemple, les compagnies d'assurances sont capables de concevoir et de proposer des produits financiers adaptés à la réalité du marché local, comme les obligations vertes ou les fonds d'investissements. Cette diversification serait bénéfique pour attirer une large gamme d'investisseurs, qu'ils soient locaux ou internationaux».

Nécessité d'un cadre réglementaire pour les insurTechs

Interrogé d'autre part sur la nouvelle loi sur les assurances, actuellement en cours d'examen, le délégué général de l'UAR a souligné qu'il s'agit d'un texte «très attendu» par la profession car il vise à encadrer et à «réformer en profondeur le secteur». «Ce nouveau projet de loi vise à mettre en place un processus ambitieux de modernisation de cette activité par une mise à niveau des prestations proposées aux assurés dans le but d'accroître son apport au PIB», a-t-il indiqué. Concernant les insurTechs, ces startups innovantes opérant dans le domaine de l'assurance, et leur contribution dans le sillage de l'accélération de la digitalisation du secteur, M. Berrah a souligné qu'elles peuvent créer des produits novateurs, comme les assurances à la demande ou basées sur l'usage, tout en optimisant les processus internes des compagnies grâce à des outils comme l'intelligence artificielle, le big data ou encore la blockchain. Dans ce contexte, a-t-il fait savoir, l'UAR a rejoint le GIE Algérie FinLab afin d'accompagner sa relance et de partici-

per activement à ses initiatives. Il s'agit, a-t-il expliqué, d'une structure réunissant des compagnies d'assurance publiques, des acteurs du marché financier et des membres de l'écosystème des startups, et qui se «veut un acteur clé pour encourager le développement des solutions fintech et insurTech». Néanmoins, plaide M. Berrah, «il est essentiel d'instaurer un cadre réglementaire adapté et de soutenir les investissements dans les technologies et de sensibiliser les différents acteurs du marché» afin de maximiser l'impact de ces insurTechs, qui contribuent fortement à renforcer l'inclusion financière, en permettant à des populations peu ou pas assurées d'accéder à des services adaptés à leurs besoins. Toujours à propos de la transformation digitale dans le secteur, le Délégué général de l'UAR prévoit pour 2025 de poursuivre «activement» sa stratégie de transformation numérique pour moderniser davantage les assurances en Algérie. L'objectif est d'améliorer l'efficacité des services offerts, à renforcer la compétitivité des compagnies d'assurance et à répondre aux attentes des assurés en termes de rapidité et de qualité, a-t-il affirmé.

ASSURANCES
Plus de 131 milliards de DA durant les 9 premiers mois 2024

Le secteur des assurances a enregistré un chiffre d'affaires en hausse à 131,7 milliards de DA sur les neuf premiers mois de 2024, avec une performance très marquée de l'activité naissante des assurances takaful, a indiqué Abdelhakim Berrah, Délégué général de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR). A fin septembre 2024, le secteur des assurances a «affiché une dynamique positive, avec un chiffre d'affaires global atteignant 131,7 milliards de DA, soit une hausse de 4,9% par rapport à la même période en 2023», a-t-il déclaré à l'APS, précisant que cette progression été soutenue par une augmentation significative des acceptations internationales issues de l'activité Réassurances (+51,4%) qui cumule un chiffre d'affaires de 8,7 milliards de DA entre janvier et septembre. "Ces résultats témoignent de la résilience du marché et de son rôle stratégique dans l'économie nationale", affirme le Délégué général de cette association professionnelle. Selon lui, l'assurance Takaful a généré, à fin septembre dernier, un chiffre d'affaires total de 390,1 millions de DA, en évolution de 319,8%. Une hausse qui concerne les deux activités Takaful général et Takaful familial dont les réalisations totalisent 220 millions DA et 170 millions de DA respectivement. D'autre part, les règlements effectués par les sociétés de dommages affichent une baisse de 9% à 43,46 mds DA sur un an. S'agissant des indemnités versées par les sociétés d'assurance de personnes, M. Berrah a fait savoir qu'elles ont cumulé un montant de 5,6 milliards de DA entre janvier et septembre 2024, en hausse de 15,4% par rapport à la même période de 2023. Créée en 1994, l'UAR est une association professionnelle qui regroupe les compagnies d'assurance et de réassurance ainsi que les succursales de sociétés étrangères opérant dans ces deux activités tout statut juridique confondu.

R E.

R E.

LE BARIL DE BRENT A GAGNÉ 0,76%, POUR CLÔTURER À 76,51 DOLLARS

Le pétrole poursuit son ascension, au plus haut depuis deux mois

Les cours du pétrole ont encore grimpé, vendredi, parvenant enfin à sortir du couloir dans lequel ils évoluent depuis octobre, à la faveur du début d'année et l'espoir de développements positifs aux Etats-Unis et en Chine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a gagné 0,76%, pour clôturer à 76,51 dollars. Quant au West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en février, il a lui pris 1,13%, à 73,96 dollars. Brent et WTI ont enregistré leur cinquième séance positive d'affilée et se situent désormais au plus haut depuis deux mois et demi.

MONNAIE

Le dollar se replie après avoir atteint des sommets

Le dollar a fait marche arrière vendredi, relâchant une partie de ses gains de la veille où il avait atteint un plus haut depuis deux ans. Vers 19H30 GMT, la devise américaine lâchait 0,39% par rapport à l'euro, à 1,0305 dollar, et perdait 0,43% vis-à-vis de la livre, à 1,2433 dollar. Le Dollar index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, a aussi perdu du terrain, reculant de 0,42% à 108,93 points, après avoir atteint jeudi son plus haut niveau depuis novembre 2022. Le dollar profite toujours des écarts de politiques monétaires avec d'autres pays qui se montrent plus accommodants, d'autant que la Banque centrale américaine (Fed) a récemment adopté une posture plus ferme que prévu. L'institution américaine n'envisage désormais plus que deux baisses de ses taux d'intérêt cette année, contre quatre projetées auparavant face à une inflation persistante.

FAO
Baisse de 2,1% des prix alimentaires mondiaux en 2024

Les prix des denrées alimentaires dans le monde ont diminué de 2,1% en 2024 par rapport à l'année précédente, essentiellement du fait de la baisse des cours mondiaux des céréales et du sucre, selon la FAO. L'indice des prix calculé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a notamment reflué de 13,3% pour les céréales par rapport à 2023 et de 13,2% pour le sucre sur la même période. Ces baisses ont été en partie compensées par la hausse des cours des huiles végétales (+9,4%), des produits laitiers (4,7%, notamment portés par les prix du beurre) et

des viandes (2,7%). Après la flambée des prix des céréales, les cours n'ont eu de cesse de baisser. En décembre 2024, les prix à l'exportation du blé sont demeurés globalement stables: "la pression à la baisse exercée par la faiblesse de la demande internationale et l'augmentation des disponibilités saisonnières provenant des récoltes en Argentine et en Australie ont été contrebalancées par des pressions à la hausse exercées par les mauvaises conditions des cultures d'hiver en Russie", explique le rapport mensuel de la FAO. Les prix mondiaux du maïs ont eux légèrement augmenté, "soutenus par une légère hausse des ventes à l'exportation et un resserrement de l'offre aux Etats-Unis". Parmi les autres céréales secondaires, les prix mondiaux de l'orge ont

augmenté, tandis que ceux du sorgho ont diminué. Les prix du riz ont légèrement baissé (-1,2%) en décembre, sous l'effet d'un "ralentissement de la demande" de riz parfumé, mais ont légèrement augmenté sur un an (+0,8%), notamment soutenus par les importations de plusieurs pays d'Asie au cours des neuf premiers mois de l'année 2024. La baisse des prix du sucre est elle principalement due à des "exportations record du Brésil au cours de l'année" et à "des perspectives positives de l'offre mondiale pour la campagne 2024/25". En dépit d'un très léger fléchissement en décembre, les cours annuels des huiles sont restés élevés, portés par l'huile de palme dans un contexte de "resserrement mondial de l'offre".

MATIÈRES PREMIÈRES

L'or et le cacao ont bonne mine, l'aluminium déprime

Les cours de l'or ont pris de l'allant pendant la semaine charnière du Nouvel an, capitalisant sur la réputation de valeur sûre du métal jaune en temps d'incertitudes économiques et géopolitiques. "Le lingot profite d'un regain de confiance dans les valeurs refuge, tandis que les actions plus risquées ont du mal à conserver leurs gains naissants", résume Han Tan, analyste chez Exinity. Le métal jaune a connu une année remarquable, voyant son prix progresser de plus de 26%, propulsé également par les baisses de taux entamées par les grandes banques centrales, en particulier par la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 14H20 GMT

(15H20 heure de Paris) vendredi, l'onc d'or se négocie à 2.647,56 dollars, contre 2.621,40 dollars sept jours plus tôt à la clôture. L'aluminium s'est courbé cette semaine, tout comme les autres métaux de base. Le prix du cacao est remonté après une lourde baisse avant la fin d'année, toujours porté par des craintes sur l'approvisionnement en raison des conditions météorologiques défavorables. Vendredi, la tonne de cacao pour livraison en mars vaut 8.962 livres vendredi à Londres, contre 8.120 livres une semaine plus tôt. A New York, la tonne pour livraison le même mois s'échange à 11.081 dollars, contre 9.876 dollars vendredi dernier à la clôture.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Janvier 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹		المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف	دج / كلف	دج / كلف	
		معدل	أعلى	أدنى		
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	68	82	53	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	78	90	66	الطماطم	
	Oignon sec	49	56	42	البصل الجاف	
	Ail sec	477	545	410	الثوم الجاف	
	Carotte	68	77	60	الجزر	
	Navet	80	89	71	لفت	
	Choux fleur	75	84	66	قرنبيط	
	Choux	75	84	66	الكرنب	
	Courgette	184	200	168	الكوسة	
	Haricot vert	244	266	223	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	92	105	80	الخس		
Fruits frais	Clémentine	120	150	90	الكليمونتين	فواكه طازجة
	Mandarine	102	135	70	المندرين	
	Orange	126	152	99	البرتقال	
	Citron	126	145	106	الليمون	
	Pomme locale	386	493	279	التفاح المحلي	
	Datte	513	652	374	التمر	
	Banane	452	467	436	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1760	1895	1625	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	383	395	370	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,82	-1,54	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	0,20	2,02	7,05	7,66	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	NC	0,00	0,47	-1,34	11,84	5,56	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-3,72	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-12,22	2,03	-	0	0,00

PROTECTION DU POUVOIR D’ACHAT, INVESTISSEMENT, INCLUSION FINANCIÈRE ...

Les principales mesures fiscales de la LF 2025

La direction générale des impôts (DGI) a rappelé les principales mesures fiscales de la loi de finances pour l’année 2025, qui visent notamment à préserver le pouvoir d’achat du citoyen et soutenir l’investissement et protéger l’économie nationale. Les principales dispositions fiscales contenues dans la loi de finances pour l’année 2025 (LF 2025), s’articulent essentiellement autour de cinq axes.

Par Réda Hadi

C’est dans un communiqué de la DGI, que l’on peut lire qu’il s’agit notamment de « la protection du pouvoir d’achat du citoyen, le soutien à l’investissement et la protection de l’économie nationale, le renforcement de la conformité et de l’équité fiscales ainsi que l’inclusion nationale, la simplification et l’harmonisation des procédures fiscales et la mobilisation des ressources fiscales ».

Le volet concernant la protection du pouvoir d’achat du citoyen, le texte prévoit « l’exonération temporaire de la TVA et application du taux réduit des droits de douane sur les opérations d’importation de viandes blanches congelées ».

Protection du pouvoir d’achat du citoyen

Pour éviter une hausse des prix des produits de large consommation, la LF 2025 a « reconduit l’exonération de la TVA, jusqu’au 31 décembre 2025, des opérations : d’importation et de vente de légumes secs et du riz, destinés à la consommation humaine et de vente des fruits et légumes frais, des œufs de consommation, de poulet de chair et de la dinde, produits localement ».

Il a été également décidé la prorogation du délai octroyé aux importateurs/transformateurs de l’huile brute de soja pour entamer le processus de production de cette matière première.

Le texte prévoit aussi « l’exonération de la TVA et de la TIC ainsi que l’application du taux réduit de 5% des droits de douane, en faveur des opérations d’importation du café robusta et du café arabica et ce, jusqu’au 31 décembre 2025 », ajoute le communiqué.

S’agissant du soutien à l’investissement et protection de l’économie nationale, le texte annonce « l’octroi d’un abattement, pour la détermination du bénéfice imposable, au titre des dépenses engagées dans les activités de recherche et développement réalisées au sein de l’entreprise ainsi que dans les programmes d’innovation ouverte ».

Dans le même sens, il a été décidé d’accorder des avantages fiscaux en faveur des startups, des projets innovants et des incubateurs, dont le but de les booster. A cet effet, la LF 2025 a prévu : « l’exonération du droit de mutation sur les acquisitions immobilières au profit des startups ou des incubateurs, en vue de l’encouragement de création d’activités industrielles ;

la prorogation de deux (02) ans, des exonérations, en matière d’IRG ou d’IBS, accordées aux incubateurs, sous réserve du renouvellement de leur label ; l’exonération des droits d’enregistrement sur les actes portant constitution de sociétés, au profit des détenteurs du label « projets innovants », note le document.

Dans le but d’encourager l’exercice de l’activité économique dans le Grand Sud, la LF 2025 a « reconduit, pour une période de cinq (05) ans, l’abattement de 50% sur l’IRG ou l’IBS, applicable aux revenus générés par les activités exercées par les personnes physiques ou les sociétés qui y sont fiscalement domiciliées et établies de façon permanente », est-il souligné.

En ce qui concerne la poursuite de la relance de l’activité du tourisme, la LF 2025 a « prorogé, jusqu’au 31 décembre 2027, l’application du taux réduit de la TVA, fixé à 9% aux prestations liées aux activités touristiques, hôtelières, thermales, de restauration touristique classée, de voyage et de location de véhicules de transport touristique ».

Appui au secteur de l’audiovisuel et de la presse écrite et électronique

Le texte de loi de finances 2025 a inclus le secteur de l’audiovisuel et de la presse écrite, en vue de renforcer l’appui de l’État afin de se développer davantage. A cet égard, il a été décidé : « l’institution d’une taxe sur la délinquance des autorisations et visas liés à l’industrie cinématographique ». Le produit de cette taxe est affecté au profit du « Fonds national pour le développement de la technique et de l’industrie cinématographique ».

Par ailleurs, trois autres taxes ont été instituées, dont le produit est affecté au profit du «

Fonds d’aide à la presse écrite, audiovisuelle, électronique et les actions de formation des journalistes et des professionnels de la presse ». Le volet consacré au renforcement de la conformité et de l’équité fiscales ainsi que l’inclusion financière, il a été décidé le réaménagement des modalités d’imposition du régime de l’Impôt Forfaitaire Unique (IFU), et ce, afin de renforcer l’équité fiscale en matière d’imposition des contribuables soumis à ce régime. Le texte décide la promotion de l’usage de moyens de paiement électronique.

A cet effet, la LF 2025 prévoit « l’exonération du droit de timbre, des quittances de sommes réglées par des moyens de paiement électronique, effectués selon toutes leurs formes (TPE, paiement en ligne...) ».

Concernant le volet simplification et harmonisation des procédures fiscales, la LF 2025 a prorogé, à titre exceptionnel, le délai de souscription de la déclaration de l’Impôt sur la Fortune au titre de l’année 2025, au plus tard le 30 juin 2025, ainsi que d’autres procédures à l’instar de la modification de la date limite de souscription de la déclaration annuelle des revenus, la simplification de la formalité d’enregistrement des actes, ainsi que l’exonération des droits d’enregistrement, les donations consenties entre l’attributaire du droit de recueil légal et l’enfant recueilli (Kafala).

S’agissant du chapitre relatif à la mobilisation des ressources financières, le texte prévoit un réaménagement des modalités d’imposition de l’activité de tabac. Dans ce sens, il a été décidé une révision à la hausse de l’IBCS (impôt Complémentaire sur les Bénéfices des Sociétés), de l’ordre de 20 %, pour les fabricants de tabacs à priser et/ou à mâcher et 31 %, pour les fabricants de tabacs à fumer y compris la cigarette électronique et le narguilé.

D’autres mesures ont été prises, parmi elles on peut citer entres autres, « le réaménagement des impositions des pierres précieuses et des métaux précieux », « l’augmentation du taux de la taxe foncière applicable aux propriétés secondaires inoccupées », et la « révision à la hausse du tarif de la vignette automobile pour les véhicules d’une puissance de 10 CV et plus », conclut le document.

SONELGAZ Mise en service de 13 nouvelles lignes et trois transformateurs électriques à Illizi

Au moins 13 nouvelles lignes du réseau de distribution d’électricité ont été mises en service, et trois (3) nouveaux transformateurs électriques ont été installés durant l’année 2024 dans la wilaya d’Illizi, a rapporté samedi un communiqué de presse des services de la direction de distribution de l’électricité et du gaz (Sonelgaz-Distribution). Le projet de nouvelles lignes d’électricité visant le renforcement du réseau de distribution de cette énergie, a ciblé les régions de Debdeb (4 lignes), Illizi (3) et In Amenas (6), dans le but de réhabiliter le réseau électrique, et également le transformation d’autres du réseau de haute tension (HT) en un réseau de basse tension (BT), d’une longueur globale de 32,92 kilomètres, ainsi que la rénovation d’autres réseaux électriques vétustes, selon la même source. Il s’agit également de l’installation de trois (3) nouveaux transformateurs électriques, dans le cadre des efforts visant l’amélioration de la qualité de service, et à réduire le phénomène des coupures d’électricité ,a-t-on expliqué. La wilaya d’Illizi avait bénéficié auparavant d’un projet de raccordement au réseau électrique des nouvelles cités, avec un total de 113 branchements, à travers les régions d’Illizi, Debdeb et In Amenas, rappelle-t-on.

R E.

FINANCE ISLAMIQUE

Evolution positive et plus 800 milliards Da de dépôts

La finance islamique en Algérie a réalisé, depuis son lancement par les banques publiques en 2020, une évolution positive, avec des dépôts dépassant les 817 milliards de Da à fin septembre 2024, a indiqué le président de l’Association des banques et établissements financiers (ABEF), Mohand Bouraï.

M. Bouraï a précisé, à l’APS, que la commercialisation par les banques publiques des produits de la finance islamique a contribué au financement de l’économie nationale notant que les dépôts auprès des banques "ont augmenté à plus de 817 milliards (mds)

de Da depuis 2020 à septembre 2024, tandis que les financements accordés dans le cadre de cette formule ont dépassé 437mds de Da pour les sociétés et plus de 68 mds Da pour les particuliers".

Actuellement, 12 banques (6 publiques et 6 privées) commercialisent des produits islamiques innovants adaptés aux besoins des clients dans divers domaines, à travers 861 fenêtres et agences réparties sur le territoire national, selon le même responsable qui précise que ces banques ont ouvert, jusqu'à septembre dernier, 745574 comptes bancaires conformes

aux principes de la finance islamique. Ce bilan, estime-t-il, reflète "l'évolution positive de l'industrie de la finance islamique en Algérie depuis son lancement", grâce aux "efforts consentis par les pouvoirs publics pour renforcer ce type de financement qui constitue un pilier essentiel pour atteindre l'inclusion financière".

Par ailleurs, M. Bouraï a annoncé que les banques nationales ont accordé, jusqu'à la fin du premier semestre 2024, des crédits dans tous les domaines, et pour les secteurs public et privé, pour un montant total dépassant les 13000 milliards de Da, ajou-

tant que le nombre d'agences bancaires a augmenté à 1735 agences durant le même semestre.

S'agissant du paiement électronique, plus de 4,5 millions de transactions ont été enregistrées pour une valeur de près de 36 mds Da, alors que les paiements par Internet ont dépassé les 14,8 millions de transactions pour un montant de près de 39 mds Da à octobre 2024, selon le même responsable qui note que le nombre de cartes bancaires en circulation dépasse 19,4 millions d'unités (entre cartes CIB et Edhababia).

R E.

AÏN TEMOUCHENT
Distribution de plus de 2.400 logements en 2025

Un quota de 2.427 logements de type public locatif (LPL) est programmé pour être distribué, cette année dans la wilaya d'Aïn Temouchent, a-t-on appris, jeudi, du directeur de l'Habitat de la wilaya, Nadjiballah Kaddour.

Le secteur prévoit la distribution de 322 logements public locatif à l'occasion de la célébration du 63e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, le 5 juillet 2025, suivis de 1.738 autres unités de la même formule, qui seront distribuées dans le cadre des cérémonies commémoratives du 71ème anniversaire de la Révolution du 1er novembre, a précisé le même responsable, lors des travaux du Conseil exécutif de la wilaya.

Le secteur prévoit également le lancement de chantier de réalisation de 4.282 logements au cours de la nouvelle année, en plus du programme de logements inscrit dans le cadre du programme location-vente (AADL3), a ajouté la même source.

Lors de sa supervision des travaux du Conseil exécutif de la wilaya, le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk OuldAbdennebi, a mis l'accent sur l'importance d'intensifier les sorties de terrain dans les projets de construction des différents programmes de logements, de mettre en demeure les entreprises défaillantes dans la réalisation de ces projets et prendre des mesures disciplinaires à leur rencontre, conformément aux procédures légales en vigueur.

Le wali a également insisté sur l'importance d'inclure les équipements publics nécessaires dans les divers projets de logements neufs et dans les quartiers intégrés à réaliser, en les dotant de structures éducatives et de santé et en veillant à leur livraison avec tous les équipements nécessaires.

BOUMERDES

Le taux de couverture de raccordement en gaz porté à plus de 99% à fin 2025

Le taux de couverture de raccordement en gaz naturel à Boumerdes dépassera les 99% à la fin 2025, a affirmé jeudi, la direction locale de l'énergie.

"Ces dernières années, la wilaya a réalisé une avancée considérable en matière de raccordement au gaz naturel, le taux de couverture ayant été porté à 98% actuellement, contre 50 % en 2014", a indiqué à l'APS, le directeur local du secteur, Bibi Moussa.

Il a ajouté que ce taux est attendu à la hausse avant la fin de l'année en cours, pour atteindre plus de 99%, suivant les programmes d'extension du réseau et la livraison des projets de logements actuellement en réalisation dans les communes de Khemis El-Khechna, Chaâbat El-Amer, Timezrit, Afir et les villages de la commune des Issers.

"La direction de l'énergie à Boumerdes s'attellera à assurer ce service vital à tous les citoyens de la wilaya, à travers la mise en œuvre de programmes adaptés aux exigences de la croissance démographique", avait assuré la chargée du service gaz et électricité à la Direction de l'énergie, Ouhib Fatiha, dans une déclaration précé-



dente à l'APS. Elle a souligné l'affectation d'enveloppes financières, à cet effet, autitre des exercices 2024/2025, dont un montant de plus de 200 millions DA destiné au parachèvement du raccordement de toutes les régions, dont les zones d'ombre et les nouvelles cités d'habitations à travers la wilaya. Une autre enveloppe de plus de 30 millions DA a été également affectée, à cet effet, à la fin de l'année dernière.

Mme Ouhib a rappelé que les projets de raccordement au gaz naturel, à Boumerdes, ont été concrétisés grâce au financement combiné des programmes de développement sectoriel, du budget de la wilaya et de l'entreprise Sonelgaz.

Elle a aussi assuré la détermination de l'Etat à parachever le raccordement de la totalité des habitations de la wilaya à travers la mise en œuvre de programmes adaptés aux exigences de la croissance démographique, au même titre que des besoins de la croissance économique et industrielle.

RELIZANE

Lancement d'une caravane médicale au profit de la population de la commune Ramka

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a lancé, vendredi, une caravane médicale au profit des habitants de la commune de Ramka (90 km au Sud-Est de Relizane), sous la supervision de la présidente de cette organisation, Ibtissem Hamlaoui. Dans ce cadre, la population de cette commune bénéficie de consultations médicales dans les spécialités de pédiatrie, médecine interne, maladies pulmonaires, chirurgie de la mâchoire et du visage, dermatologie, chirurgie dentaire et orthodontie, et or-

thopédie, selon le directeur par intérim de la santé et de la population (DSP) de la wilaya. A la même occasion, la présidente du Croissant-Rouge algérien, accompagnée du secrétaire général de la wilaya de Relizane, Larbi Deggha, a supervisé la distribution d'environ 500 colis alimentaires, vêtements, couvertures, matériel médical et médicaments au profit des nécessiteux de la commune de Ramka. Dans une déclaration à la presse, Mme Hamlaoui a indiqué que la commission de la

santé du Croissant-Rouge algérien organise chaque mois quatre à cinq caravanes médicales à travers le pays, au cours desquels elles effectuent 500 à 600 consultations spécialisées au profit des habitants des zones reculées. Ces opérations sont encadrées par une équipe médicale dans diverses spécialités, et ce, en coordination avec les DSP des wilayas concernées. Elle a ajouté que ces caravanes médicales sont accompagnées de caravanes de solidarité au profit des popula-

tions des zones reculées, au cours desquelles l'on procède à la distribution de colis alimentaires, de vêtements, de couvertures, au titre de la campagne "hiver chaud" organisée chaque année par le Croissant-Rouge algérien dans diverses régions du pays.

La présidente du Croissant-Rouge algérien a, en outre, indiqué que des opérations de solidarité similaires sont prévues dans les prochains jours au niveau d'autres régions du pays.

SAISON DE TOURISME SAHARIEN

Illizi accueille plusieurs groupes de touristes

De nombreux groupes de touristes, nationaux et étrangers, ont visité la wilaya d'Illizi, durant les fêtes de fin d'année coïncidant avec la saison de tourisme saharien, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale du Tourisme et de l'Artisanat. Dernier en date, un groupe de 26 Italiens est arrivé mercredi soir, tandis qu'est attendu l'arrivée d'un autre de 32 touristes étrangers actuellement en périple dans le Grand Sud, a-t-on précisé en signalant qu'ils s'ajoutent à quelque 2.580 étrangers, de différentes nationalités, ayant visité la wilaya depuis le début de la saison de tourisme

saharien, en octobre dernier. Dix (10) agences de tourisme et de voyage et trois (3) établissements hôteliers totalisant 200 lits ont été mobilisés pour l'organisation de leurs voyage et séjour, a fait savoir le DTA d'Illizi, Mohamed Ali Ouidène. Les agences de tourisme et de voyage, qui assurent aussi un rôle important dans la promotion du tourisme intérieur, organisent de riches circuits traversant Oued-Djerrat où sont dénombrés plus de 5.000 dessins et gravures rupestres, un site classé sur la liste du patrimoine mondial. Les circuits englobent aussi les zones, toutes aussi fa-

buleuses, d'Afra, Tihoudadine, Tamadjert, Tandjet et TifferrineAs-souène. Dans l'optique de faire connaître les zones touristiques et archéologiques de la wilaya, valorisant la beauté de ses sites et la richesse de sa culture (circuits touristiques, artisanat, arts populaires et fêtes locales) et son histoire plus que millénaire, la DTA a élaboré un guide, en trois langues (Arabe, Anglais, Français), intitulé "Illizi, âme du Sud", qui a été remis aux agences de tourisme et de voyage. Des expositions d'artisanat traditionnel sont également mises sur pied

pour promouvoir la richesse de ce produit de la région, qui constitue une facette de l'activité touristique de la wilaya, en plus de la programmation pour la célébration du nouvel an amazigh (2975) d'un salon régional des meilleurs tentes et produits artisanaux, selon les services de la DTA. Au plan de l'infrastructure, le secteur enregistre la réalisation en cours de seize (16) projets hôteliers dans la wilaya, en plus d'encourager et d'accompagner l'investissement dans les prestations d'hébergement et de restauration, dans le but de booster l'activité touristique, selon la même source.

Dédollarisation : comment les menaces de Trump affectent les BRICS

Le nouveau président n'est qu'un des défis auxquels est confronté le bloc, qui veut à tout prix sortir de l'emprise de l'Occident.

Par Kudrat Wadhwa (*)

Lors d'un meeting de campagne dans le Wisconsin en septembre 2024, le président élu Trump a déclaré : « De nombreux pays quittent le dollar. Ils ne quitteront pas le dollar avec moi. Je dirai que si vous quittez le dollar, vous ne ferez pas d'affaires avec les États-Unis parce que nous imposerons des droits de douane de 100 % sur vos marchandises. » Il faisait référence aux pays BRICS+, dont beaucoup critiquent l'ordre international « fondé sur des règles », établi par les États-Unis à l'époque de Bretton Woods, qu'ils considéraient comme profitant à l'Occident (et plus particulièrement aux États-Unis) au détriment des pays émergents du Sud. En 2009, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine se sont réunis pour former un bloc informel, appelé BRIC, à la demande de la Russie. L'Afrique du Sud s'est jointe à eux l'année suivante, élargissant le nom du bloc aux BRICS. Outre la géopolitique, le groupe se concentre sur le renforcement de la coopération économique et du commerce entre les pays membres. Depuis 2009, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats arabes unis (EAU) ont rejoint le groupe. Quarante autres pays, dont la Turquie, État membre de l'OTAN, ont également exprimé le souhait d'en devenir membres. Bien que certains spécialistes qualifient le groupe de « sous-impérialiste » plutôt que d'anti-impérialiste, l'alliance BRICS+ représente sans aucun doute le premier défi significatif après des décennies d'hégémonie du dollar et, par conséquent, de la domination des États-Unis sur la géopolitique. Lors du sommet de cette année en Russie, Poutine a dévoilé sa proposition de BRICS Pay, un réseau de paiement conçu pour aider les pays à contourner l'actuel système financier mondial basé sur le dollar. Au fil des ans, les États-Unis ont utilisé le dollar comme arme pour sanctionner des pays adversaires tels que Cuba, le Venezuela, l'Iran, l'Afghanistan, la Corée du Nord et la Chine. « Les États-Unis ont franchi un nouveau palier en utilisant le système de paiement en dollars pour bloquer l'accès de la Russie à 300 milliards de dollars de réserves de change liquides à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 », écrit l'économiste Robert H. Wade. En fin de compte, la dédollarisation aiderait des pays comme la Russie à mettre leur économie à l'abri des sanctions, comme RS [Responsible Statecraft, NdT] l'a indiqué précédemment. La dédollarisation ne se produira peut-être pas de sitôt, mais le fait que les pays



BRICS+, qui représentent 35 % du PIB mondial et 45 % de la population mondiale, semblent la prendre au sérieux, constitue une réelle préoccupation pour les dirigeants américains, y compris pour Trump. Ainsi, sur la base de son bilan et de ses déclarations, quel pourrait être l'impact réel d'une seconde présidence Trump sur l'alliance des BRICS+ ? Lors de son précédent mandat présidentiel, Trump a déclenché une guerre commerciale avec la Chine (que l'administration Biden a poursuivie), en plus de déclencher un nouveau torrent de sanctions à l'encontre de l'Iran, du Venezuela et de la Russie. S'il redouble d'efforts pour utiliser les sanctions comme une arme, de plus en plus de pays voudront s'en protéger. Après tout, ils pourraient également se retrouver à leur tour sous le coup de sanctions s'ils venaient un jour à perdre les faveurs des États-Unis. « Cela signifiera une consolidation du leadership de la Chine sur les BRICS et davantage d'innovation en termes d'infrastructure financière, de coopération et d'intégration », a prédit Ahmed Aboudoh, chercheur associé à la Chatham House de Londres et responsable de l'unité de recherche sur la Chine au Emirates Policy Center, dans une interview accordée à RS.

Il a noté que même des pays favorables à l'Occident, comme la Turquie, souhaitent rejoindre l'alliance. Néanmoins, le processus de consolidation et de croissance des BRICS évoluera probablement lentement en raison d'un certain nombre de facteurs. Donald Trump a clairement fait part de ses intentions à l'égard des pays qui souhaitent s'éloigner du dollar : une avalanche de droits de douane sur leurs marchandises. Et ce, même si de nombreux économistes affirment que les droits de douane « créeraient un énorme casse-tête » pour les détaillants, qui répercuteraient ces coûts sur les consommateurs. De plus, une monnaie BRICS+ servirait probablement d'alternative au dollar dans le commerce mondial, plutôt que de le remplacer complètement. En outre, il n'y a pas nécessairement de consensus clair entre les pays BRICS+ sur la manière exacte de faire avancer les initiatives proposées. Et comme la dédollarisation est une ligne rouge pour l'administration Trump, Aboudoh affirme : « Beaucoup de pays ne voudront pas s'attirer les foudres des États-Unis, ce qui signifie que Trump retardera la mise en œuvre de BRICS Pay et de BRICS Bridge. Je ne dis pas que cela n'arrivera pas, mais sous Trump, cela prendra plus de temps. »

D'autre part, Trump est tristement célèbre pour sa volonté de remettre en question le consensus dominant. Contrairement à ses prédécesseurs, il se vante de ses relations personnelles avec les dirigeants des pays « ennemis » – il a dit que Xi et lui « s'aimaient » et que Xi lui avait écrit un gentil mot après la première tentative d'assassinat dont il a été victime cet été. Son désir de tendre la main à l'autre camp pourrait-il le rendre plus enclin à ménager les pays du BRICS+ ? Aboudoh pense que c'est peu probable. Les États-Unis, tant sous Trump que sous Biden, ont maintenu une position cohérente à l'égard des pays clés des BRICS+, notamment la Chine et la Russie, multipliant les sanctions à l'encontre de cette dernière et imposant davantage de restrictions commerciales à la première. « Je suis [...] très sceptique quant au rôle des personnalités pour provoquer des changements décisifs dans la politique étrangère d'un pays donné », a-t-il déclaré. Bien entendu, il est impossible de prédire avec exactitude la politique étrangère des États-Unis à l'égard des BRICS+ au cours des quatre prochaines années. En fait, ce n'est peut-être même pas la bonne question à poser. Contrairement aux États-Unis, qui comptent environ 4 % de la population mondiale, l'alliance BRICS+ représente près de la moitié de la planète. En outre, la production totale des pays BRICS+ est déjà supérieure à la production combinée des États-Unis et de leurs alliés du G7. « La plus grave réalité à laquelle nous devons maintenant faire face est la fin de l'empire américain », a déclaré l'économiste Richard Wolff, ajoutant que les politiciens américains, toutes tendances confondues, vivent encore dans l'illusion de la suprématie de Washington. Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, Joe Biden a promis que le pays serait mis à genoux. C'est le contraire qui s'est produit : c'est la Russie qui semble gagner une guerre dévastatrice qui a tué des milliers de personnes des deux côtés. « Les efforts déployés par les États-Unis pour arrêter, bloquer et affaiblir leur concurrent, la Chine, au cours des 15 dernières années ont échoué », a déclaré Wolff. Même si Trump frappait la Chine et les autres pays BRICS+ de droits de douane considérables, il est peu probable que l'Occident puisse stopper complètement la montée en puissance de l'alliance.

(*) Journaliste et rédacteur en chef en Inde.

Source : Responsible Statecraft
Traduit par les lecteurs du site
Les-Crises

MAURITANIE
L'Assemblée nationale approuve le projet de loi de finances 2025

L'Assemblée nationale a adopté lundi soir, lors d'une séance plénière tenue sous la présidence de M. Mohamed Bamba Meguett, le projet de loi de finances initiale 2025.

Le projet de loi de finances 2025, qui équilibre les recettes et les dépenses à 116 872 310 000 ouguiyas, s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à minimiser les déséquilibres budgétaires et à éviter les dérapages budgétaires. Le gouvernement a fixé un ensemble d'objectifs au projet de loi de finances pour 2025, notamment la réaffirmation de l'engagement du gouvernement à réaliser les priorités définies dans le programme du Président de la République par l'alignement des ressources budgétaires sur les ambitions stratégiques, le renforcement de l'accès aux services de base, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'eau potable et de l'énergie, le développement des infrastructures dans les secteurs des transports, de l'énergie et de l'hydraulique, le renforcement de l'école républicaine par l'allocation de ressources significatives à l'éducation nationale, et l'insertion économique des jeunes à travers plusieurs programmes d'entrepreneuriat et de formation professionnelle et le soutien à l'innovation.

D'une manière générale, la politique budgétaire 2025 repose sur l'amélioration de la mobilisation des ressources grâce à une politique durable de collecte des impôts et des taxes, sur une bonne mise en œuvre des mécanismes de mobilisation des ressources extérieures à des conditions préférentielles et sur la hiérarchisation des dépenses dans le cadre de la politique socio-économique du gouvernement.

LIBYE

Une croissance économique à 6,2 % anticipée en 2025, grâce au brut

La production de brut de la Libye n'a cessé de s'améliorer ces dernières semaines, confortant les autorités dans leur ambition d'atteindre un plateau de production autour de 2 millions de barils, malgré des risques politiques qui pèsent sur l'industrie pétrolière.

Malgré une année 2024 globalement difficile en raison des fluctuations autour de la production de pétrole, l'économie de la Libye a le potentiel de s'inscrire sur une dynamique de croissance l'année prochaine, selon un rapport de la Banque africaine de développement (BAD).

Le document intitulé «DrivingLibya'sTransformation: The Reform of the Global Financial Architecture» publié lundi 25 novembre prévoit un taux de croissance de 6,2 % pour l'économie libyenne en 2025.

La prévision s'appuie en partie sur les objectifs de la National Oil Corporation (NOC), la société publique du pétrole de la Libye, qui anticipe notamment un dépassement du plateau de la production d'or noir de 1,5 million de barils par jour (b/j) d'ici la fin de 2025.

En effet, après s'être effondrée au 3ème trimestre 2024 en raison d'une crise politique au sommet de l'État, la production



d'huile libyenne s'est significativement améliorée au cours des dernières semaines atteignant 1,42 million b/j, son plus haut depuis plus d'une décennie.

La Banque estime que si cette embellie se poursuit, elle pourrait conduire à un excédent budgétaire d'environ 8,7 % du PIB, malgré un risque lié à la hausse des dépenses d'investissement prévue par le

gouvernement pour lutter contre les inondations à Derna, ville portuaire de l'est. Par ailleurs, si pour l'année 2024, la BAD s'attend à ce que le déficit de la balance courante libyenne se creuse pour atteindre 2,6 % du PIB, elle envisage un inversement de la situation en 2025 marquée potentiellement par un excédent de la balance courante de 22,3 % du PIB.

Une telle perspective découlerait de l'augmentation anticipée des exportations de pétrole et de gaz, soutenue par des investissements supplémentaires dans la National Oil Corporation (NOC) et des accords avec des entreprises étrangères pour augmenter la production d'hydrocarbures. Dans l'ensemble, la BAD est optimiste quant aux perspectives économiques pour 2025. Un optimisme conditionné néanmoins à la stabilité des prix et la production de pétrole, sachant que l'économie «libyenne reste peu diversifiée et fortement dépendante des performances du secteur pétrolier».

CONSERVATION DES SEMENCES ET DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES

Un choix stratégique pour la Tunisie

Plus de 1.3 million d'échantillons de semences du monde entier sont conservés dans le «Svalbard Global SeedVault». Ce «coffre-fort de l'apocalypse», situé dans une région reculée de la Norvège, est un endroit sûr pour l'humanité, qui conserve des graines qui pourraient nous aider à cultiver de la nourriture si une catastrophe mondiale se produit. Beaucoup d'institutions du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, du Maroc, du Mali, de Syrie... y déposent leurs échantillons de graines. Hélas, la Tunisie n'en fait pas partie.

La Presse — Après les différéments remous qui ont secoué le monde, la pandémie a dere-

chef fait remonter à la surface de nombreuses questions. La sécurité alimentaire, les semences et leur conservation méritent une attention particulière. Et l'on se demande aujourd'hui si le monde est à l'abri de la famine et d'autres fléaux qui menaceraient son équilibre. Plus que jamais, il y a aujourd'hui, à travers le globe, un engagement mondial croissant pour la conservation et l'utilisation de la diversité des cultures cruciales pour les agriculteurs dans leurs efforts d'adaptation à l'évolution des conditions de culture. En Tunisie, que nenni ! Les guerres, les catastrophes, les dérèglements ne nous concerneraient pas, fort probablement. Mais,

dans le pire des cas, l'on en sortira indemne, à en croire les timoniers de la banque nationale des gènes ! Bien des nations ont très bien saisi les leçons de la pandémie, notamment l'impératif qu'il y a à assurer sa sécurité alimentaire, à préserver les ressources génétiques de ses cultures. La réserve mondiale de semences du Svalbard, précieuse «arche de Noé végétale», située à mi-chemin entre la Norvège continentale et le pôle nord, connaît, en effet, une affluence accrue ces derniers temps, selon certains médias internationaux. Cette grainothèque géante est une chambre forte souterraine sur l'île norvégienne du Spitzberg.

Ce lieu surprenant a pour but de conserver d'innombrables variétés de graines venues du monde entier de façon sécurisée et ainsi de préserver les variétés, des plus communes aux plus rares. Plusieurs pays, avertis et moins avertis, y accèdent progressivement pour déposer leurs semences et protéger la diversité génétique des conflits et des catastrophes naturelles. Cette banque de semences mondiale contient, aujourd'hui, plus d'un million d'échantillons de graines. Des institutions du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, du Maroc, du Mali, de Syrie... y ont déposé les leurs. La Tunisie est, quant à elle, aux abonnés absents !

ARABIE SAOUDITE

Une exposition sur la sécurité présente les avancées technologiques du pays

L'exposition Security Oasis du ministère de l'Intérieur s'est récemment achevée lors du King Abdulaziz Camel Festival à Al-Sayahid, au nord-est de Riyad. Selon l'agence de presse saoudienne, les visiteurs ont pu découvrir la riche histoire de la sécurité et des services du Royaume, de sa fondation à nos jours. L'exposition a mis en lumière les principaux projets

de développement du ministère, les investissements dans la technologie, les applications de l'intelligence artificielle et les solutions numériques visant à améliorer la sécurité publique, la durabilité environnementale, ainsi que la sécurité routière et les services du Hadj et de la Omra. Les visiteurs ont également pu découvrir les services de sécurité du ministère destinés aux parti-

culiers, aux entreprises et aux entités gouvernementales via des plateformes telles qu'Absher et le centre d'appel 911, selon la SPA. L'exposition présentait les efforts de lutte contre la contrebande de drogue, la sensibilisation à la sécurité des frontières, les opérations de recherche et de sauvetage, ainsi que la surveillance maritime et terrestre. L'un des points forts de l'exposition

était le stand de tir où les visiteurs ont pu profiter d'expériences de tir supervisées par des entraîneurs professionnels. Des scénarios militaires captivants, des spectacles de groupes musicaux, de chameaux et de cavalerie, ainsi que des spectacles folkloriques attrayants provenant de diverses régions du Royaume ont également été présentés.

SÉNÉGAL/MAURITANIE

Extraction des premiers volumes gaziers sur GTA

En juillet 2024, les parties prenantes du projet gazier Greater Tortue Ahmeyim (GTA) ont annoncé la finalisation de l'unité flottante de production et de stockage du gaz (FPSO), ultime étape avant la mise en production du projet.

Le projet Greater Tortue Ahmeyim (GTA) commun au Sénégal et à la Mauritanie est entré en production. C'est ce qui ressort d'une information donnée mardi 31 décembre par les ministres chargés des hydrocarbures des deux États voisins. L'annonce intervient dans le contexte de l'opérationnalisation du premier des quatre puits de gaz naturel liés au projet. «L'ouverture du premier puits du projet marque le couronnement des opérations techniques et ouvre la voie au démarrage

de la commercialisation du gaz prévu très prochainement», ont indiqué les parties prenantes, sans toutefois fournir une échéance. «L'avenir énergétique de notre région s'annonce prometteur», a déclaré Mohamed Ould Khaled, le ministre de l'Énergie et du Pétrole de la Mauritanie, au sujet de cette avancée qui, pour Birame Souleye Diop, son homologue du Sénégal, met en évidence «un modèle de collaboration énergétique réussi» entre les deux États. Bien qu'elle intervienne plus tard que

prévu, l'entrée en production du projet GTA devrait ouvrir de nouvelles possibilités de croissance économique pour le Sénégal et la Mauritanie. GTA promet d'atteindre une capacité de production de gaz naturel liquéfié (GNL) de 2,5 millions de tonnes par an (mtpa) pour sa phase 1, et de 5 mtpa pour sa phase 2. Selon la Chambre africaine de l'énergie, ce projet «met en évidence l'ampleur des opportunités que le marché du gaz africain offre aux investisseurs».

TANZANIE

Bientôt une centrale solaire de 18 MW sur l'archipel de Zanzibar

Historiquement, Zanzibar a toujours dépendu de l'électricité fournie par la société publique tanzanienne d'électricité TANESCO. Mais depuis l'année dernière, les autorités de l'archipel travaillent à sortir de cette situation. La société publique en charge de la fourniture d'électricité à Zanzibar, Zanzibar Electricity Corporation (ZECO) vient de lancer un appel d'offres pour la conception, la fourniture et l'installation d'une centrale solaire d'une capacité minimale de 18 MW. Cette infrastruc-

ture sera située à Makunduchi, une ville située à l'extrême sud de l'archipel. Selon le document d'appel d'offres, l'entreprise retenue devra également assurer l'exploitation et la maintenance de la centrale pendant trois ans, tout en formant le personnel de ZECO avant le transfert des opérations. Le projet bénéficie d'un financement de la Banque Mondiale, obtenu via le gouvernement de Zanzibar par l'intermédiaire de la République unie de Tanzanie. Les candidatures devront être soumises par

voie postale avant le 31 janvier 2025. Ce projet s'inscrit dans une stratégie plus large, amorcée en mai dernier avec la signature d'un contrat historique entre ZECO et les investisseurs Generation Capital Limited (GCL) et Taifa Energy. Cet accord prévoit la production de 180 MW d'énergie solaire à Zanzibar, permettant à l'archipel de se doter pour la première fois d'une capacité locale de production à grande échelle. Le projet de Makunduchi s'inscrit surtout dans une dynamique de

croissance des énergies renouvelables en Tanzanie. Selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), le pays disposait de 16 MW de capacité solaire installée à la fin de 2023. Avec le développement de nouveaux projets solaires à Zanzibar, cette capacité devrait connaître une hausse significative, tout en permettant à l'archipel de réduire son empreinte carbone et de garantir un approvisionnement énergétique fiable pour ses citoyens, son secteur touristique et ses industries locales.

TRANSPORT AÉRIEN

L'Éthiopie et le Cameroun veulent actualiser leur coopération

Notamment par le biais d'un accord de partenariat à plusieurs volets signé en octobre 2003, mais jamais totalement mis en œuvre jusqu'à présent. L'Éthiopie et le Cameroun sont en train de redonner de l'élan à un accord en matière de services aériens qu'ils ont signé il y a plus de 2 décennies. ShitayeMinalaTizazu, l'ambassadrice éthiopienne au Cameroun, a rencontré mi-décembre Jean Ernest Masséna NgalleBibehe, le ministre camerounais des Transports, pour discuter de la remise au goût du jour de ce partenariat signé le mardi 28 octobre 2003, dans le but de renforcer la coopération bilatérale dans le secteur aérien.

En 2017, relate Investir au Cameroun, une importante révision de l'accord avait eu lieu lors de consultations aéronautiques, visant à le moderniser et à y intégrer de nouvelles clauses. Ces ajouts concernaient la sécurité aérienne, la location d'aéronefs, ainsi que le partage de codes entre Ethiopian Airlines, leader africain de l'industrie aérienne, et Camair-Co, les pavillons nationaux des 2 pays. Bien que la révision ait été approuvée, l'accord n'a toujours pas été signé, et les raisons de ce retard sont inconnues. En octobre 2022, les ministres des Transports des 2 parties ont discuté du dossier lors d'une rencontre à Montréal au Canada, à

l'occasion de la 41e Assemblée de l'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI). Les échanges avaient porté sur la relance de l'accord et sur un partenariat potentiel entre Camair-Co et Ethiopian Airlines. Depuis cette rencontre, il n'y a pas eu de progrès significatif, jusqu'à la récente réunion. Les parties y ont évoqué la « signature imminente » de l'accord, bien qu'aucune date précise n'a été avancée. L'ambassadrice d'Éthiopie a précisé que cette signature renforcerait les relations commerciales entre Addis-Abeba et Yaoundé, notamment à travers la collaboration de leurs compagnies aériennes respectives.

NIGÉRIA

L'État de Bayelsa renforce sa capacité de transformation de riz paddy

Au Nigéria, le riz est la deuxième céréale importée après le blé. Dans le pays qui cible l'autosuffisance dans la céréale, des initiatives se multiplient pour augmenter la capacité de production et de transformation de paddy. Au Nigéria, une équipe technique de la République de Corée du Sud a achevé le vendredi 27 décembre dernier l'installation de 4 moulins pour la transformation de riz paddy sur un site à Yenagoa, capitale de l'État de Bayelsa. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur la page Fa-

cebook du gouvernement de l'État. Dotées d'une capacité cumulée de transformation de 40 tonnes par jour, ces nouvelles installations ont été mises en place dans le cadre d'une coopération entre l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) et le gouvernement de l'État. D'après BekeSese, ministre de l'Agriculture de l'État de Bayelsa, la réalisation de ces nouvelles infrastructures devrait stimuler la production locale de riz. « Cela entraînera une augmentation exponentielle de notre production de riz,

nous rapprochant de notre objectif annuel de 1 million de tonnes de production de riz », a ainsi déclaré le responsable. Pour l'heure, l'État de Bayelsa est encore un petit poucet dans la production de riz au Nigéria, dominée par les États de Benue, le Territoire de la capitale fédérale (FCT), Kebbi, Kogi, Kwara ou encore du Niger. D'après les données du ministère nigérian de l'Agriculture, l'État a produit près de 95 000 tonnes de paddy en 2021, soit moins de 2 % de la récolte nationale qui était alors estimée à plus de 8,3

millions de tonnes. Plus largement, le développement de la transformation de riz à Bayelsa devrait renforcer la capacité de l'industrie nigériane qui fournit environ 71 % de la consommation de riz usiné. D'après les données du Département américain de l'agriculture (USDA), le pays a produit plus de 5,3 millions de tonnes de riz blanchi en 2023/2024 alors que ses besoins étaient évalués à 7,5 millions de tonnes. Le déficit de production est comblé par les importations principalement en provenance de Chine, d'Inde et des Usa.

EN 2024

Les bourses africaines en forte progression

2024 a été une belle année pour les bourses africaines. Les perspectives pour 2025 sont prometteuses, mais conditionnées par la poursuite des réformes structurelles et l'amélioration de la liquidité des marchés. Les bourses africaines ont connu une année 2024 exceptionnelle, avec plusieurs places qui affichent des hausses à deux chiffres. Avec une progression de 56,17%, le Ghana domine le classement des croissances, suivi du Malawi (+55,06%) et de la Zambie (+42,60%). Au Ghana, des réformes budgétaires et une gestion prudente de la dette publique ont restauré la crédibilité financière du pays, et favorisé l'attrait des capitaux internationaux et locaux. En Afrique australe, l'Afrique du Sud, qui abrite la plus grande place financière du continent, avec une hausse de 9,37% de l'indice JSE All Share, a montré une progression plus modeste mais notable, portée par la reprise de la consommation intérieure et la résilience du secteur minier, malgré les défis énergétiques persistants. En Afrique de l'Ouest, la BRVM a enregistré une croissance de 28,89% soutenue par le marché des actions. En Afrique de l'Est, la KSE au Kenya (+34,06%), l'USE en Ouganda (+36,94 %) et la DSE en Tanzanie (+22,23 %) continuent de progresser, malgré les vents contraires. En Afrique du Nord, l'indice marocain MASI a progressé de 22,16%, tandis que l'Égypte a affiché une hausse de 19,47%. Cependant, les rendements égyptiens en devises étrangères ont été pénalisés par la dépréciation de la livre. A l'opposé, le Zimbabwe a enregistré une chute historique de 99,90% sur son indice ZSE ASI, conséquence d'une hyperinflation et d'un contexte économique instable. La nouvelle monnaie, le Zig étant toujours aussi instable. En comparaison, les indices de référence américains comme le NASDAQ (+28,64 %) et le S&P 500 (+23,31 %) affichent des performances solides, mais les meilleurs marchés africains, tels que le Ghana et le Malawi, ont largement surpassé ces « benchmarks », signe de l'attractivité croissante de certains marchés émergents, malgré leurs risques structurels.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse, l'appétit pour le risque revient

La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi, prise par un regain d'appétit pour le risque, après une mauvaise séquence et à l'approche de l'investiture de Donald Trump. Le Dow Jones s'est apprécié de 0,80%, l'indice Nasdaq de 1,77% et l'indice élargi S&P 500 de 1,26%.

La place new-yorkaise a mis vendredi un terme à une série de cinq séances négatives de suite pour le S&P 500. Les investisseurs s'en sont remis au secteur des semi-conducteurs pour tirer le marché, notamment à Nvidia (+4,45%), AMD (+3,93%) ou Qualcomm (+2,73%). Le mouvement s'est étendu à l'ensemble de l'écosystème IA (intelligence artificielle), du groupe d'analyse de données Palantir (+6,25%) au fabricant d'ordinateurs et serveurs Dell (+2,90%). S'en est suivi une chasse aux bonnes affaires, qui a bénéficié notamment au câble-opérateur Charter Communications (+2,58%), à l'assureur-santé UnitedHealth (+1,68%) et au spécialiste des peintures et revêtements Sherwin-Williams (+1,01%), nouveau pensionnaire du Dow Jones. Ont également été recherchés, les titres du secteur de l'énergie, soutenus par le redressement des cours du pétrole, au plus haut depuis deux mois et demi. Chevron (+0,78%) et ConocoPhillips (+1,01%) ont ainsi tous deux fini dans le vert. L'élan est même allé au-delà, jusqu'à porter des valeurs très volatiles comme Tesla (+8,22%), Airbnb (+3,22%) ou la plateforme d'échanges de cryptomonnaies Coinbase (+5,23%). "Je suis surpris par ces achats, alors que les taux obligataires se sont clairement tendus", a commenté Jack Ablin, de Cresset Capital. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans ressortait à 4,60%, contre 4,56% la veille en clôture. "Cela semble aller contre la logique à court terme, mais on dirait que la psychologie l'emporte dans l'immédiat", a observé Jack Ablin.

Outre le rebond technique après une mauvaise passe au tournant de l'année civile, l'analyste attribue ce sursaut à l'approche de l'investiture de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, le 20 janvier. "Les investisseurs s'attendent à ce que le nouveau gouvernement Trump soit favorable aux entreprises", a-t-il expliqué, citant comme illustration le bond de l'indice Russell 2000, qui comprend 2.000 PME, des entreprises en règle générale sensibles à l'évolution des taux obligataires. Les opérateurs ont, par ailleurs, reçu une nouvelle confirmation de la bonne santé de l'économie américaine, avec l'indice PMI de l'institut ISM, qui a mis en évidence une résurgence de l'activité manufacturière aux Etats-Unis en décembre, au plus haut depuis neuf mois. A la cote, Boeing (-1,15%) a encaissé l'annonce qu'un mois après le rejet de l'accord de plaider-coupable avec le gouvernement américain, les deux parties ne sont toujours pas parvenues à s'entendre sur une nouvelle mouture. Les distributeurs et producteurs d'alcool ont reculé à Wall Street après que le médecin-chef des Etats-Unis a préconisé la mise en place d'avertissements sur les boissons alcoolisées pour prévenir le public des risques cancérigènes. Le géant de la bière, Anheuser-Busch, qui possède notamment les marques Stella Artois, Bud Light et Hoegaarden, a lâché 2,16%, tandis que le brasseur américano-canadien Molson Coors a perdu 3,37%. Ailleurs au tableau des valeurs, U.S Steel a chuté (-6,53%) après que le président américain Joe Biden a annoncé vendredi qu'il bloquait le rachat prévu du grand nom de l'acier américain par le géant ja-

ponais Nippon Steel, une décision très politique qui risque de créer des tensions avec Tokyo. General Motors a été plébiscité (+0,78%) après avoir fait état d'une hausse de ses ventes de 4% l'an dernier, qui lui a permis de conserver sa première place sur le marché américain.

Ford a fait mieux (+2,38%), avec un taux de croissance supérieur (+6%) à celui de GM et Toyota, qui le devancent néanmoins au classement. Parallèlement, le constructeur de véhicules électriques Rivian s'est envolé (+23,45%) sur la foi de chiffres de livraisons au-dessus des attentes des analystes.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 02 Janvier 2025 Valeur : 06 Janvier 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.8639	135.8789
1	EUR	EURO	140.9316	140.9744
1	GBP	POUND STERLING	170.0637	170.1251
100	JPY	JAPANESE YEN	86.6534	86.6685
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6130	18.6153
1	CHF	SWISS FRANC	150.1259	150.2254
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.3237	94.3472
1	DKK	DANISH KRONE	18.8870	18.8907
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.2835	12.2960
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	11.9540	11.9595
1	AED	UAE DIRHAM	36.9869	36.9970
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.1773	36.1909
1	KWD	KUWAITI DINAR	440.6873	440.8790
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.2905	42.7155
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4367	13.4382
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5692	27.7100
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.4138	3.4244
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.1866	177.1866

Les Bourses européennes moroses, Wall Street reprend goût au risque

Les Bourses européennes ont fléchi vendredi, sur fond de craintes des effets pour le Vieux continent d'une nouvelle présidence Trump, qui séduit, au contraire, Wall Street, au rebond. En Europe, les indices ont terminé dans le rouge: Francfort a perdu 0,59%, Londres 0,44% et Milan 0,72%. Paris a particulièrement cédé du terrain, finissant à -1,51%. A Zurich, le SMI a lui gagné 0,20%. A New York, le Dow Jones s'est apprécié de 0,80%, l'indice Nasdaq de 1,77% et l'indice élargi S&P 500 de 1,26%. La place new-yorkaise a mis vendredi un terme à une série de cinq séances négatives de suite pour le S&P 500. Les investisseurs s'en sont remis au secteur des semi-conducteurs pour tirer le marché, notamment à Nvidia (+4,45%), AMD (+3,93%) ou Qualcomm (+2,73%). Le mouvement s'est étendu à l'ensemble de l'écosystème IA (intelligence artificielle), du groupe d'analyse de données

Palantir (+6,25%) au fabricant d'ordinateurs et serveurs Dell (+2,90%). S'en est suivi une chasse aux bonnes affaires, qui a bénéficié notamment au câble-opérateur Charter Communications (+2,58%), à l'assureur-santé UnitedHealth (+1,68%) et au spécialiste des peintures et revêtements Sherwin-Williams (+1,01%), nouveau pensionnaire du Dow Jones. "Je suis surpris par ces achats, alors que les taux obligataires se sont clairement tendus", a commenté Jack Ablin, de Cresset Capital. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans ressortait à 4,60%, contre 4,56% la veille en clôture. "Cela semble aller contre la logique à court terme, mais on dirait que la psychologie l'emporte dans l'immédiat", a observé Jack Ablin. Outre le rebond technique après une mauvaise passe au tournant de l'année civile, l'analyste attribue ce sursaut à l'approche de

l'investiture de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, le 20 janvier. "Les investisseurs s'attendent à ce que le nouveau gouvernement Trump soit favorable aux entreprises", a-t-il expliqué, citant comme illustration le bond de l'indice Russell 2000, qui comprend 2.000 PME, des entreprises en règle générale sensibles à l'évolution des taux obligataires. A l'inverse, les places européennes s'inquiètent de possibles nouveaux de droits de douane américains, qui pourraient pénaliser davantage des économies européennes - la France et l'Allemagne notamment - déjà fragilisées, en particulier sur le volet industriel. Vendredi toujours, les opérateurs ont, par ailleurs, reçu une nouvelle confirmation de la bonne santé de l'économie américaine, avec l'indice PMI de l'institut ISM, qui a mis en évidence une résurgence de l'activité manufacturière aux Etats-Unis en décembre, au plus haut depuis neuf mois.

Le gaz se détend

Le prix du gaz TTF néerlandais, référence en Europe, a reculé de 1,29%, à 49,62 euros, par rapport à la veille, où il avait grimpé après que les livraisons de gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine ont définitivement cessé mercredi. Parallèlement, les cours du pétrole ont encore grimpé, parvenant enfin à sortir du couloir dans lequel ils évoluent depuis octobre, à la faveur du début d'année et l'espoir de développements positifs aux Etats-Unis et en Chine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a gagné 0,76%, pour clôturer à 76,51 dollars. Quant au West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en février, il a lui pris 1,13%, à 73,96 dollars.

Le rachat d'US Steel par Nippon Steel bloqué

Le président Joe Biden a décidé de bloquer le projet de rachat de

U.S. Steel par Nippon Steel d'un montant de 14,9 milliards de dollars, a-t-il annoncé vendredi. Dans ce contexte, US Steel a abandonné 6,53%. Cette décision a suscité une pression à la vente dans le secteur. A Francfort, Thyssenkrupp a reculé de 2,94% et à Paris, Arcelor Mittal a perdu 4,66%.

Les alcools trinquent

Les titres des vendeurs de boissons alcoolisées ont fortement reculé vendredi, après des propos du médecin chef des Etats-Unis Vivek Murthy, qui a appelé à la mise en place de mesures de prévention et de sensibilisation au risque de cancer lié à l'alcool, notamment via des avertissements apposés sur les boissons. A Paris, Pernod Ricard a perdu 3,08%. A Milan, Davide Campari-Milano a cédé 5,21% et à Bruxelles, AB InBev a reculé de 2,60%. Côté américain, le brasseur américano-canadien Molson Coors a lâché 3,37%.

PRÉSIDENTE TOURNANTE DE L'UE

Quelles sont les priorités de la Pologne?

La Pologne occupe la présidence tournante du Conseil de l'UE pour les six prochains mois. Son mot d'ordre: la sécurité.

C'est le soulagement à Bruxelles après la présidence hongroise. Six mois durant lesquels Viktor Orban a fait cavalier seul. Le défi de la Pologne: restaurer l'unité du bloc en mettant l'accent sur la sécurité. "Qu'est-ce que les gens veulent? Qu'est-ce qu'ils recherchent? Ils recherchent la sécurité, la sécurité dans toutes ses dimensions possibles" estime d'Agnieszka Bartol, ambassadrice polonaise auprès de l'UE. Les dimensions en question sont les suivantes: la sécurité sanitaire, alimentaire, économique, énergétique et bien sûr la défense qu'il s'agit de renforcer. La Pologne qui partage une frontière avec l'Ukraine et la Biélorussie est en première ligne depuis le début de l'invasion russe. Et elle prône de nouveaux instruments de financement en matière militaire.

Des financements "innovants"

Pour Varsovie, l'Union européenne se doit d'aller au-delà du budget commun. Il faut explorer de nouvelles voies de financement, développer des instruments "innovants". Pas plus de précisions pour l'heure. L'idée de l'émission d'une dette commune à des fins de défense les euro-



obligations- reste un sujet sensible pour des États membres tels que l'Allemagne et les Pays-Bas. Le prochain Livre blanc sur la défense du commissaire Kubilius, pourrait être une base de travail -il est attendu en mars. Par ailleurs, la Pologne soutient l'élargissement de l'UE à l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. Élargissement essentiel, selon

elle, pour garantir la stabilité régionale. Ce positionnement ne fait pas l'humanité au sein des 27. La Hongrie et de la Slovaquie, pourraient compliquer ces efforts. La Pologne veut aussi mettre l'accent sur la sécurité énergétique. Varsovie entend analyser les moyens de réduire les coûts pour les citoyens européens et les entreprises qui étouffent. Elle estime que l'Eu-

rope doit viser l'autonomie et être prête à des ruptures d'approvisionnement. Dernière illustration de cette vision: le chef de la diplomatie polonaise qui salue la fin du transit de gaz russe via l'Ukraine. Pour lui, c'est "une nouvelle victoire après l'élargissement de l'Otan à la Finlande et à la Suède".

Gérer l'incertitude

La Pologne devra gérer l'incertitude annoncée par l'arrivée de Donald Trump. Les dirigeants européens redoutent principalement deux choses: un désengagement américain en Ukraine. Donald Trump souhaiterait que les Européens consacrent 5 % de leur PIB à la défense contre 2% actuellement. Cela représenterait un effort collectif supplémentaire de plus 500 milliards d'euros. Et puis l'UE craint aussi des tensions si ce n'est une guerre commerciale avec les Etats-Unis. Pour éviter les droits de douanes supplémentaires, Trump lui propose d'acheter plus de pétrole et de gaz américain. Voilà déjà un deal sur la table qui annonce la couleur. Il va donc falloir négocier, marchander avec l'allié historique pour maintenir de bons rapports.

ETATS UNIS

« L'arrivée de Donald Trump promet une perturbation significative des flux commerciaux »

Le protectionnisme affiché du président élu des Etats-Unis met l'Europe dans une position inconfortable, elle qui s'est largement construite sur la séparation étanche entre relations économiques et politiques, estime l'économiste Sébastien Jean dans une tribune au « Monde ». Des droits de douane de 60 % sur les importations chinoises. De 25 % pour le Mexique et le Canada. De 10 % ou de 20 % sur celles des autres pays. De 100 % pour ceux

qui prétendraient se passer du dollar... Donald Trump défouaille. A croire qu'il ne voit pas seulement dans les tarifs (droits de douane) le « plus beau mot du dictionnaire », mais aussi une réponse à tous les maux. Il faut se garder des certitudes, s'agissant d'un personnage qui se targue de son imprévisibilité, mais ces annonces promettent bien des tensions et des désordres commerciaux, dans un contexte international déjà passablement troublé. Il est peu probable que le nou-

veau président applique ses menaces immédiatement dans leur entier. Les Etats-Unis ont beau présenter un des taux d'ouverture aux échanges parmi les plus bas au monde, leurs importations de marchandises représentent plus de 11 % de leur PIB. Les taxes significativement serait prendre le risque de réveiller une inflation qui se calme à peine. Donald Trump est sans doute sensible au coût politique d'une telle éventualité, lui qui doit en grande partie son élection à l'inflation. La crainte de

contrecoups boursiers pourrait aussi le faire hésiter. Son goût immodéré pour les droits de douane, comme l'expérience de son premier mandat, laissent néanmoins penser que Trump utilisera cet instrument. Reste à savoir dans quelle optique. Si certains y voient un outil pour résorber les déficits commerciaux bilatéraux, voire couper les liens de dépendance (« découpler »), d'autres les considèrent avant tout comme un levier de négociation – et Trump aura à cœur d'exposer

son « art du deal », pour reprendre le titre de son fameux livre. La première approche appellerait des droits plus élevés, la seconde une mise en œuvre plus limitée, au moins dans un premier temps, voire conditionnelle. Difficile d'anticiper laquelle sera privilégiée et avec quel partenaire, d'autant que les deux approches peuvent se marier. Quoi qu'il en soit, ces taxes provoqueront en retour des représailles, au moins partielles. Le résultat est incertain.

APRÈS L'ARRÊT DE L'ACHEMINEMENT VIA L'UKRAINE

Les prix du gaz en Europe montent en flèche

Kyiv n'a pas renouvelé l'accord permettant à Gazprom d'exporter son gaz en passant sur son territoire. La chute des températures et des réserves plus basses que les années précédentes ont provoqué une hausse des prix sur le marché à terme européen. Une page se tourne dans le monde de l'énergie et de la guerre en Ukraine. Les exportations de gaz russe vers l'Europe par l'Ukraine se sont arrêtées ce mercredi matin, a annoncé le géant russe Gazprom. L'accord bilatéral de transit est arrivé à expiration et Kiev ne l'a pas renouvelé, invoquant des raisons de "sécurité nationale". Le prix du TTF néerlandais, le gaz naturel européen de référence, a grimpé de plus de 4 % pour atteindre 51 euros

par mégawattheure, son niveau le plus élevé depuis octobre 2023, avant de se détendre un peu, le premier jour d'échange après l'arrêt de l'acheminement du gaz russe vers l'Europe par l'intermédiaire de l'Ukraine. Les températures glaciales dans le nord de la région ont poussé les prix à la hausse jeudi matin, avec en toile de fond la perte de 5 % des importations de gaz naturel de l'UE, les importations russes ayant cessé d'entrer dans l'Union européenne via l'Ukraine le 1er janvier, après des décennies de fonctionnement, en raison de l'expiration d'un accord de transit, ce qui suscite des inquiétudes quant à l'accélération des retraits de stockages. Les stocks de gaz européens se sont vidés à un rythme record depuis 2021,

atteignant environ 75 % en raison du temps particulièrement froid qui a sévi en Europe au cours des dernières semaines. Selon l'organisation sectorielle Gas Infrastructure Europe, le volume de gaz dans les installations de stockage du bloc a diminué d'environ 19 % entre la fin du mois de septembre, lorsque la saison de réapprovisionnement se termine, et la mi-décembre. Il n'y a pas de risque de crise ou de pénurie énergétique immédiate en Europe, et l'Union européenne (UE) ne s'attend pas à un impact immédiat sur les prix à la consommation. Toutefois, l'Europe semble plus vulnérable à la volatilité du marché si elle cherche à remplacer le gaz naturel qui lui manque, car les prix du gaz ont grimpé

de 50 % d'une année sur l'autre. La hausse des prix de l'énergie pourrait nuire davantage à la compétitivité de l'Union et augmenter les coûts pour les ménages. Les prix pourraient également augmenter si l'Europe se tourne vers l'accroissement de ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL). Les pays d'Europe centrale sont les plus vulnérables à la perte d'accès au gaz naturel russe via l'Ukraine, même s'ils disposent d'une voie alternative, TurkStream, pour recevoir le gaz naturel russe, mais cette liaison n'est pas suffisante pour compenser totalement la perte de la voie ukrainienne.

BIEN OBLIGÉ

Peugeot baisse (fortement) les prix de ses 208 et 2008 électriques

Avec des ventes en baisse forte au second semestre 2024, Peugeot a dû réagir : les 2008 et 208 électriques voient leur premier prix chuter de plusieurs milliers d'euros. Mais cela ne concerne que la batterie de 50 kWh, et pas le pack le plus récent.

Le leasing social aura largement contribué à ce que le Peugeot e-2008 se maintienne dans le Top 10 des ventes de voitures électriques en France, au même titre que la 208. Mais le second semestre n'aura pas été tendre avec les deux électriques phares de la marque au lion. La e-208 s'est en effet écoulée à 23 602 exemplaires sur l'ensemble de l'année 2024, mais avec 17 341 ventes réalisées sur le premier semestre. Au second, il ne s'en est vendu que 6300.

Même constat pour l'e-2008 qui a fait le gros de ses ventes grâce au leasing social sur la première partie d'année : 6903 des 8944 immatriculations ont été faites entre janvier et juin. Alors forcément, il était temps de réagir pour Peugeot, d'autant plus que le marché se densifie et que la concurrence devient menaçante avec les Renault 4 et R5. Peugeot démarre ainsi l'année avec deux gros rabais sur les e-208 et e-2008 d'entrée de gamme. Un "petit" geste au regard du reste de la gamme qui reste assez cher.

Des milliers d'euros en moins

La remise est colossale puisque la Peugeot e-208 démarre désormais à 28 000 € hors bonus en finition d'entrée de gamme Style et avec la batterie de 50 kWh. C'est le seul niveau de finition qui voit son prix bouger, ce qui provoque un gros fossé entre cette 208 électrique Style et le reste de la gamme. Mais avec le bonus maximal en vigueur en 2024, des ménages pourront acquérir une e-208 à 24 000 €, ce qui semble être tout de même une belle affaire. Et surtout, c'est à



peu de choses près le prix d'une Citroën e-C3 haut de gamme avec une autonomie plus faible !

Pour le 2008, là aussi, la remise ne concerne que la version Style. Le prix passe donc de 39 250 à 36 000 € et même 32 780 € en optant pour le "Store" de la marque.

Peugeot rappelle d'ailleurs dans ses conditions de vente : "Les prix au comptant des véhicules vendus en ligne sur Peugeot Store sont valables seulement en cas de vente en ligne au comptant des véhicules sur ce site internet".

L'enjeu est de taille pour Peugeot qui va

probablement vivre une année 2025 plus difficile : le 3008 ne réalise pour l'instant pas les volumes de son prédécesseur et la concurrence est plus forte avec l'Austral qu'avec le Kadjar. Et puis, sur le front de l'électrique, là encore Renault est plus que jamais menaçant, au moins en France.

L'AC Cobra va recevoir sous son capot un moteur quatre cylindres



La firme britannique qui a fait renaître la Cobra en 2023 annonce une évolution de taille puisqu'un "basique" quatre cylindres va se loger sous son capot. Les puristes vont, une nouvelle fois, crier au scandale. La mythique Ac Cobra, celle qui reste certainement la muscle-car la plus radicale, a eu la chance de renaître

de ses cendres il y a peu. Il s'agit bien d'un restomod, mais le résultat est pour le moins convaincant. Surtout, le roadster, ou le coupé, abrite sous le capot un V8 5.0 Ford de 460 ch, lequel peut recevoir un compresseur portant la puissance à 663 ch et 780 Nm de couple. Avec une telle cavalerie, elle atteint

sans peine les 100 km/h en 3,4 secondes et 278 km/h en vitesse de pointe. Seulement, voilà, la société compte également implanter un nouveau moteur quatre cylindres. Est-ce pour autant un crime ? La Ford Mustang a bien eu droit à un quatre pattes...

Près de 400 ch, tout de même

Il s'agit d'un 2.0 turbo d'une puissance "confortable" de 390 ch. Comme le V8, il peut être associé à une boîte de vitesses manuelle à six rapports, ou 10 en choisissant l'automatique. Nous entendons déjà les critiques face à une telle mécanique, mais il y a fort à parier

que cette Cobra sera plus sympa du point de vue dynamique. Plus légère, notamment du train avant, elle pourrait gagner en agilité, voire être plus rapide sur circuit. Bien sûr, le glouglou du V8 n'y est plus, mais le prix sera aussi plus doux. Aujourd'hui, il faut compter plus de 300 000 € pour profiter de ce beau joujou.

La Russie veut développer des partenariats dans l'IA avec la Chine

La Chine et la Russie devraient une fois encore être réunies. Cette fois, autour du développement de projets sur l'intelligence artificielle.



En matière d'intelligence artificielle, on sait que les États-Unis devancent de très loin la plupart des autres pays. Dans ce domaine, seule la Chine se maintient au niveau, les deux rivaux apparaissant une fois encore comme les deux seules forces qui comptent. Alors pour la Russie, quand il s'agit de pouvoir avancer dans l'IA, dans un contexte de très fortes sanctions occidentales, il n'y a qu'un seul partenaire possible : la Chine. Et c'est ce que vient d'affirmer officiellement Vladimir Poutine.

Vladimir Poutine veut accroître sa coopération avec la Chine

La Russie regarde une fois encore à l'est. Son président, Vladimir Poutine, vient en effet selon Reuters d'ordonner au gouvernement de construire des partenariats avec la Chine dans le domaine de l'intelligence artificielle. Partenariats auxquels devra aussi

participer la plus grande banque du pays, la Sberbank. L'homme fort du Kremlin veut qu'ils assurent « la poursuite de la coopération avec la République populaire de Chine en matière de recherche et de développement technologique dans le domaine de l'intelligence artificielle. »

La Chine, seul espoir russe pour éviter le décalage technologique ?

La Russie souffre de l'impossibilité dans laquelle elle est d'accéder aux meilleurs GPU, élément critiques pour la construction des infrastructures dédiées au développement d'IA. Car depuis le début de la guerre en Ukraine, elle a subi des sanctions dans tous les domaines, dont ceux de la haute technologie. Cette annonce vient quelques semaines après une précédente communication de Vladimir Poutine. Il avait ainsi le 11 décembre dernier expliqué que la Russie se mettait en relation avec les pays constituant les BRICS pour développer des technologies d'intelligence artificielle. La Russie espère qu'à l'horizon 2030, l'IA puisse représenter 11 200 milliards de roubles (environ 98 milliards d'euros) dans PIB national. À l'heure actuelle, l'IA n'y pèse guère que 200 milliards de roubles (1,75 milliards d'euros).

« ÉVITER UN FIASCO SÉCURITAIRE »

Si votre PC n'est pas compatible avec Windows 11, mieux vaut passer à Linux

Voilà une recommandation qui devrait ravir un certain nombre de barbus convaincus.

En octobre 2025, Windows 10 rejoindra officiellement la liste des systèmes d'exploitation obsolètes, exposant les machines. Plus de mises à jour, plus de patches de sécurité – à moins de payer. Résultat : des millions de PC deviendront des cibles privilégiées pour les cybercriminels. Mais contrairement aux transitions passées, comme celle de Windows 7 ou 8 vers Windows 10, la migration vers Windows 11 s'avère bien plus complexe et restrictive. La faute à des exigences matérielles drastiques, qui laissent sur le carreau des millions d'utilisateurs et utilisatrices. Pour éviter ce qu'elle qualifie de « fiasco sécuritaire », la société ESET appelle à envisager, entre autres possibilités, de passer à Linux.

Windows 10 : une bombe à retardement pour 2025

Le constat est accablant. À quelques mois de la fin de vie de Windows 10, près de 63% des PC dans le monde tournent encore sur cette version de l'OS. En France, ce chiffre atteint à 61%, tandis qu'en Allemagne, il grimpe à 66%. D'après ESET, 32 millions d'ordinateurs outre-Rhin sont concernés par l'urgence de mi-

grer vers Windows 11, qui n'est actuellement installé que sur 33% de machines (16,5 millions d'appareils).

C'est dans un billet de blog officiel que Thorsten Urbanski, expert en sécurité informatique chez ESET, tire la sonnette d'alarme : « il est minuit moins cinq pour éviter un fiasco sécuritaire en 2025. Nous conseillons vivement à tous les utilisateurs de ne pas attendre jusqu'en octobre, mais de passer immédiatement à Windows 11 ou de choisir un système d'exploitation alternatif si leur appareil ne peut pas être mis à jour vers la dernière version de Windows. Dans le cas contraire, les utilisateurs s'exposent à des risques de sécurité importants, les rendant vulnérables à des cyberattaques dangereuses et à des pertes de données. ».

Si les migrations d'OS ont toujours suscité des tensions, la situation actuelle est autrement préoccupante. Pour rappel, au moment de la sortie de Windows 10 en 2015, Microsoft avait tout fait pour faciliter le processus de mise à niveau : update gratuite pendant un an, spécifications techniques acceptables, délais de transition plus longs. En un an seulement, Windows 10 dominait déjà les PC en France, et, en deux ans et demi, il devenait la norme mondiale. Fin 2019, à quelques semaines de la fin de prise en charge de Windows 7,

plus de 65% des ordinateurs l'avaient adopté.

En comparaison, après trois ans d'existence, Windows 11 n'est toujours pas majoritaire. Pire, les statistiques récentes tendent à démontrer qu'une partie des utilisateurs et utilisatrices finissent même par s'en détourner au profit de... Windows 10.

En cause : des exigences matérielles trop contraignantes, imposant souvent de changer de machines alors même qu'elles fonctionnent encore parfaitement, couplées à une stratégie très agressive menée de front par Redmond, qui semble davantage braquer les internautes que les convaincre du bien-fondé de la migration. Aujourd'hui, seuls 34% des PC dans le monde accueillent Windows 11. Pour Urbanski, « la situation actuelle est extrêmement dangereuse. Les cybercriminels connaissent très bien ces chiffres et n'attendent que le jour où le support prendra fin. ».

Quand payer pour rester sur Windows 10 n'est plus une option

Car il est un problème latent que les solutions alternatives proposées par Microsoft ne résoudront probablement pas. Redmond a en effet convenu d'une extension de support payante pour les utilisateurs et utilisatrices choisissant de rester sur Windows 10, leur

permettant de continuer à bénéficier de patches de sécurité.

Mais l'option reste facultative, et surtout onéreuse.

Fixé à 30 dollars pour les particuliers pour un an de mises à jour, le tarif explose pour les entreprises qui paieront 61 dollars la première année, 122 dollars la deuxième et 244 dollars la troisième. En clair, tout porte à craindre que de nombreux internautes préféreront faire l'impasse sur les mises à jour de sécurité plutôt que de mettre la main au portefeuille.

Pour ESET, il est plus que temps d'envisager d'autres perspectives. Si la meilleure chose à faire reste évidemment de passer à Windows 11, les particuliers et entreprises qui ne peuvent se permettre de renouveler leur matériel informatique sont invités à changer de système d'exploitation, et à opter pour une distribution Linux.

En marge de ces recommandations principales, l'entreprise a aussi rappelé qu'il était nécessaire de déployer toutes les mises à jour système, logicielles et micrologicielles lorsqu'elles étaient disponibles, d'utiliser une solution antivirus adaptée quel que soit le système d'exploitation installé, de limiter les droits admin au strict nécessaire et d'effectuer des sauvegardes régulières en cas de cyberattaques ou de pannes.

LG enrichit sa gamme de vidéoprojecteurs avec deux nouvelles références dont une très originale

À quelques encablures du CES 2025, LG Electronics élargit sa gamme de vidéoprojecteurs avec deux nouveaux modèles. L'un d'entre eux promet d'ailleurs de se distinguer des vidéoprojecteurs généralement commercialisés sur le marché. L'innovation ne se limite désormais plus à la seule projection d'image. Successeurs du CineBeam Q sorti en 2024, ces deux nouveaux modèles, conçus pour optimiser l'espace, étonnent par leur format et leurs fonctionnalités. En effet, le PF600U se distingue par sa polyvalence en combinant projecteur, enceinte Bluetooth et lampe d'ambiance LED. Le CineBeam S (modèle PU615U), quant à lui, se positionne comme le plus petit projecteur 4K Ultra Courte Distance de LG.

Le PF600U : un appareil qui se veut être bien plus qu'un simple vidéoprojecteur

Premier projecteur combinant trois fonctions distinctes, le PF600U fait office de vidéoprojecteur, d'enceinte Bluetooth et de lampe d'ambiance LED. Son design inspiré d'une lampe sur pied facilite son intégration dans tous les intérieurs. Techniquement, il propose une résolution Full HD, une luminosité de 300 ANSI lumens et intègre le système webOS de LG pour l'accès aux services de streaming. Sa tête inclinable à 110 degrés et ses fonctions d'ajustement automatique de l'image s'accompagnent d'une enceinte stéréo avec radiateurs passifs. Pour les intéressés, notez que la fonction lampe d'ambiance du PF600U offre neuf coloris et cinq niveaux de luminosité différents.

CineBeam S : le projecteur 4K ultra-compact qui libère l'aménagement intérieur

LG veut donner un grand coup dans la fourmilière avec son plus petit projecteur ultra-courte focale 4K jamais conçu. Le CineBeam S affiche une résolution UHD (3840 x 2160), une luminosité de 500 ANSI lumens et couvre 154% de l'espace colorimétrique DCI-P3. Sa projection ultra-courte focale permet d'obtenir des images de 40 à 100 pouces à quelques centimètres du mur. Compatible Dolby Atmos, il embarque également un système audio stéréo et des fonctionnalités d'ajustement automatique de l'image, y compris l'adaptation à la couleur du mur. Comme le souligne YS Lee, vice-président de LG Media Entertainment Solution Company : « Avec la polyvalence 3-en-1 du PF600U et le design compact et ultra-courte focale du CineBeam S, LG constitue une nouvelle référence pour les projecteurs lifestyle qui s'adapte à divers espaces et aux exigences des utilisateurs ». Bien que LG n'ait pas pu patienter jusqu'à l'ouverture du CES 2025 pour présenter ses nouveaux appareils, rappelons que le salon se déroulera du 6 au 10 janvier prochain à Las Vegas.

Mots fléchés

Promotions	↓	Ensemble des poils	↓	Sortit son arme	↓	Note de musique	↓	Moyen	↓	Ville touristique du Cher	↓	Enzyme	↓
Incident				Sévères		Négation				Naguère le loup			
	→				↓		↓	Chaîne de montagnes	→		↓		
								Cité légendaire					
Orna		Traîneau	→					Fleuve côtier	→			Soufferte	
	→	Démonstratif						Lac américain					
			↓									↓	Rigole
						Qui ont de gros os	→						↓
Période de séance	→							Héros de Brecht		Parapet	→		
Vin blanc italien													
	→			Bramer		Large cuvette	→			Ceinture jaune	→		
						Département français							
Éructées		Besogne	→				↓			Conteste	→		
	→									Bringue			
					Argon	→		Greffe	→		↓		Blessées
								Bas morceau					
Fleurs		Déclaration de ce qu'on a vu	Religieux retiré		Golfe marin	→			↓	Reste	→	Capitale transalpine	↓
	→				Etain					Circonvolution			
			↓								↓		
						Sombre	→						
						Fleuve espagnol							
Efface	Erbium	→		Néon	→			Bons moments	→				
	Mouvement en tribune			Alcaloïde extrait de la fève de calabar				Champion					
	↓												
					Charpente	→				Habitant	→		
										En dehors			
Passe-temps	→							Fonctions	→		↓		
Bonne humeur								Condition					
	→												
					Ecrivain français			Veuf	→			État indien	Pénétrées
								Sponsor					
Faculté	Département français	→								Partie d'une fleur	→		
	Félicé					Note de musique	→			Annonce la spécialité			
	↓												
			Chaton de fleur	→				Actinium			↓		
			Qui exprime la joie							Espion d'un roi	→		
Viande dure	→					Chanteur châté	→			Tiret			
Administration de biens						Pièces de vaisselle							
	→												
					Extrémité cornée	→				Autorité à la télé		Petite sainte	Elimine
					Baie jaune								
Prénom féminin	→			Atome	→			Division héréditaire	→				
Note de musique				Fin d'infinif									
	→												
		Ancienne tour de Paris	→					Localisé	→				
Qualifications	→							Pourries	→				

15 morts et 339 blessés en 48 heures

Quinze (15) personnes sont décédées et 339 autres ont été blessées dans des accidents de la route enregistrés au cours des dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un communiqué de la Protection civile. Les bilans le plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Batna avec 2 morts et 5 blessés, suite à une collision entre deux véhicules sur la RN n 31 dans la commune et daïra de Tazoulte et à Médéa avec 2 morts et 3 blessés suite au renversement d'un véhicule dans un ravin sur l'autoroute nord-sud dans la commune Medjbar, daïra Sa-ghouane. La Protection civile est également intervenue pour prodiguer des soins de première urgence à 58 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffages et chauffes eau à l'intérieur de leurs domicile à travers plusieurs wilayas de territoire national.



ROYAUME-UNI

Ventes record des véhicules électriques en 2024

L'industrie automobile britannique a vendu un nombre record de véhicules tout électriques en 2024, selon des chiffres publiés samedi par la fédération professionnelle du secteur. Avec 382.000 voitures tout électriques vendues l'an dernier dans le pays, celles-ci "atteignent un volume annuel record et une part de marché record de 19,6%", a indiqué l'association sectorielle SMMT dans un communiqué. Ces ventes restent toutefois inférieur "aux niveaux obligatoires" fixés par le gouvernement d'atteindre la cible de 22% de parts de marché. L'association sectorielle avait prévenu en octobre qu'elle risquait de passer à côté de la cible gouvernementale et s'attendait à une part de 18,5% seulement. Les constructeurs automobile ont fait preuve d'un "engagement indéfectible en faveur d'un marché de l'automobile neuf décarboné" mais les ventes ont été réalisées à l'aide de remises sur les prix qui sont "insoutenables" pour les entreprises, a prévenu dans le communiqué Mike Hawes, directeur général de la SMMT. Le patron de l'organisation demande au gouvernement "un soutien urgent et substantiel aux consommateurs" pour doper l'électrique, faute de quoi les investissements, les emplois ou l'ambition de neutralité carbone du secteur "seront en danger".

CHINE

Entrée en service de la plus grande ferme solaire-hydrogène off-shore

Une nouvelle grande station de production d'énergie solaire et d'hydrogène, située en mer de Rudong en Chine, est entrée officiellement en service avec une capacité de production 400 mégawatts (MW), a annoncé son propriétaire. Cette ferme énergétique, la plus grande de ce type en Chine, a été connectée "avec succès au réseau et a commencé à fonctionner le 31 décembre 2024 dans le district de Rudong, dans la province du Jiangsu", a précisé la compagnie Guohua Energy Investment, qui fait partie du CHN Energy Investment Group (CHN Energy). Ce projet marque le lancement du premier projet chinois complet d'utilisation de l'énergie et de gestion écologique du littoral, intégrant la production d'énergie photovoltaïque, la production d'hydrogène, le ravitaillement en hydrogène et le stockage de l'énergie. Avec une capacité installée totale de 400 mégawatts, le projet de Rudong s'étend sur près de 287 hectares. Une fois pleinement opérationnel en 2025, ce projet devrait produire en moyenne 468 millions de kilowattheures d'électricité par an, ce qui permet une importante économie de l'exploitation du charbon. Ce projet devra aussi contribuer à une réduction substantielle des émissions de dioxyde de carbone, de soufre et d'azote.

MÉDIAS

L'impact de l'intelligence artificielle sur les métiers de l'information en débat

L'impact de l'intelligence artificielle (IA) sur le journalisme et les médias en vue d'améliorer la production du contenu a été abordé lors d'une conférence-formation au siège de l'Agence Algérie Presse Service (APS) tenue jeudi à Alger. Intitulée "L'intelligence artificielle au service de l'information: Enjeux et perspectives", cette rencontre a exploré les multiples facettes de l'IA dans le journalisme et mis en lumière les opportunités qu'offre cette technologie pour améliorer la production d'information. Elle s'inscrit dans le planning de formation dédié aux effectifs de l'APS et dans le but d'inculquer la culture de l'IA dans les pratiques de développement des métiers de l'agence. Au cours du débat, M. Djalal Bouabdellah, expert en transformation digitale et cybersécurité, a notamment identifié l'automatisation de certaines tâches journalistiques comme un atout majeur, permettant aux journalistes de se concentrer sur des enquêtes plus approfondies et des analyses critiques.

Le conférencier a insisté sur l'importance d'investir dans les infrastructures nécessaires pour exploiter pleinement les opportunités offertes par l'IA, mettant l'accent sur la nécessité de mener des campagnes de sensibilisation contre les fake news et la désinformation générées par cette technologie. M. Bouabdellah a soutenu, par ailleurs, que l'IA a la capacité d'automatiser des tâches et analyser de grandes quantités de données, mais elle ne peut remplacer le journaliste en matière de créativité et de réflexion. Il a souligné que l'IA doit être, ainsi, perçue comme un outil complémentaire, enrichissant le travail des journalistes et favorisant une collaboration entre technologie et intuition humaine pour garantir une information de qualité. L'expert a également recommandé la mise en place d'une intelligence artificielle propre, à même de préserver la souveraineté dans ce domaine, appelant à encourager la création d'outils locaux dédiés à l'IA et à établir de meilleures pratiques pour garantir une utilisation responsable

et transparente de cette technologie. M. Bouabdellah a évoqué, en outre, la nécessité de sensibiliser les professionnels des médias aux questions éthiques liées à l'utilisation de l'IA, estimant que l'intégration de l'intelligence artificielle dans le journalisme soulève des préoccupations importantes, notamment en ce qui concerne la transparence des algorithmes, la protection des données personnelles et la responsabilité des contenus générés. A cet égard, il a suggéré de dispenser des formations aux professionnels des médias pour mieux comprendre le fonctionnement de cette technologie, pour une utilisation responsable et bénéfique de l'IA. Le débat a aussi exploré des applications concrètes de l'IA dans le journalisme, telles que des outils d'analyse de données et de vérification des faits. Ces technologies peuvent non seulement automatiser certaines tâches, mais aussi enrichir le contenu en fournissant des analyses approfondies et des perspectives nouvelles sur des sujets d'actualité, a expliqué M. Bouabdellah.

MASCARA

Lancement d'une campagne de solidarité pour une hiver chaud

La direction des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya de Mascara a lancé, samedi, une campagne de solidarité sous le slogan "Hiver chaud" pour collecter diverses aides matérielles en faveur des familles nécessiteuses, a-t-on appris du directeur de cette institution, Ali Zenadra. Ce dernier a indiqué que cette campagne, organisée en coordination avec le Conseil Souboul Kheirat de la wilaya, inclut la

collecte de denrées alimentaires, de vêtements d'hiver, de matelas, de couvertures et d'appareils de chauffage. Cette initiative, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de mars prochain, comprend également une action de proximité avec les imams des mosquées pour sensibiliser les citoyens, les commerçants, les opérateurs économiques et les exploitants agricoles à participer à la collecte de dons

matériels. Une campagne de sensibilisation sera aussi lancée sur la page officielle de la direction sur les réseaux sociaux, accompagnée de messages médiatiques diffusés sur la radio régionale de Mascara. De plus, les prières du vendredi et les cours religieux dans les mosquées seront adaptés pour inviter les bienfaiteurs de la wilaya à contribuer à la collecte de vêtements, de couvertures, de mate-

las, de produits alimentaires et d'appareils de chauffage, selon le même responsable. Le Conseil de Souboul Kheirat de la wilaya se chargera de distribuer, chaque semaine, une partie des aides collectées dans le cadre de cette campagne solidaire. Cette initiative vise à venir en aide à plus de 1.500 familles nécessiteuses, en particulier celles vivant dans des zones rurales isolées, a ajouté M. Zenadra.

PÔLE URBAIN CHOUF LEKDAD (SÉTIF)

Vers la relance du projet de réalisation de plus de 4.000 logements promotionnels

Le projet de réalisation au pôle urbain Chouf Lekdad de la ville de Sétif de plus de 4.000 logements de la formule promotionnelle libre par 76 promoteurs immobiliers sera "prochainement relancé", a-t-on appris samedi des services de la wilaya. Selon la même source, le wali Mustapha Limani a présidé à la fin de la semaine passée une séance de travail consacrée à débattre la relance de cet important projet qui constitue le prolongement du territoire urbain de la commune de Sétif et dont les travaux ont été interrompus depuis plusieurs années pour multiples causes dont l'absence d'aménagement extérieur et le non-raccordement aux divers réseaux. La réunion a été tenue en présence des représentants des divers secteurs

concernés dont le chef de daïra, le président de l'APC du chef-lieu de wilaya et plusieurs directeurs exécutifs, selon la même source. Les mêmes services ont indiqué qu'une décision d'engagement des travaux d'aménagement urbain du site a été prise et les services de l'Agence de wilaya de gestion et régulation du foncier urbain ont été chargés d'exécuter ces travaux en coordination avec les promoteurs immobiliers concernés de sorte à permettre la remise des permis de construire et d'en hâter la réalisation. Selon encore la même source, le wali a affirmé la nécessité de trouver des solutions légales d'une manière urgente pour permettre la reprise des travaux de réalisation de ce projet d'habitat et a ordonné dans un premier pas de convoquer les

promoteurs bénéficiaires des arrêtés de concession pour s'acquitter des redevances dues aux services du domaine et des droits d'aménagement dus à l'agence foncière de wilaya, insistant sur l'impératif accompagnement de ce projet jusqu'à sa concrétisation effective. Une étude est en cours de réaménagement du pôle urbain Chouf Lekdad d'une manière globale en prévision de l'implantation de plus de 40.000 logements de divers types devant accueillir près de 200.000 habitants sur une aire totale de 665 hectares dont 206 hectares de statut privé et 459 hectares du domaine de l'Etat dont 75 hectares récupérés dernièrement à la suite de l'éradication des habitations précaires qui se trouvaient sur ce site, a-t-on indiqué.